

OFF

Q/SP 8.3/1953

COMMISSION des LOYERS

**LOI POUR FAVORISER LA CONCILIATION**

ENTRE

**LOCATAIRES ET PROPRIETAIRES**

---

Codification administrative  
au 22 janvier 1953

OFF  
S426  
A11/  
C6-1953  
TS

---

RENTAL COMMISSION

**AN ACT TO PROMOTE CONCILIATION**

BETWEEN

**LESSEES AND PROPERTY-OWNERS**

---

Office Consolidation  
to the 22nd of January 1953





AN ACT TO PROMOTE CONCILIATION  
AND FAVORABLE  
RELATIONS BETWEEN  
EMPLOYERS AND EMPLOYEES

AN ACT TO PROMOTE CONCILIATION  
AND FAVORABLE  
RELATIONS BETWEEN  
EMPLOYERS AND EMPLOYEES





Nouveau  
titre :  
15-16 Geo.  
VI — ch.  
17, Art. 1

LOI POUR FAVORISER  
LA CONCILIATION ENTRE  
LOCATAIRES ET PROPRIETAIRES

14-15 Geo. VI, chapitre 20, en vigueur  
le 30 avril 1951,  
telle qu'amendée par  
15-16 Geo. VI, chapitre 17, sanctionnée  
le 4 décembre 1951, et  
par  
1-2 Elizabeth II, Bill No. 5, sanctionné  
le 18 décembre 1952.

**S**A MAJESTÉ, de l'avis et du consen-  
tement du Conseil législatif et de  
l'Assemblée législative de Québec, dé-  
crète ce qui suit:

*Définitions*

Défini-  
tions:

1. Dans la présente loi, à moins que  
le contexte n'indique un sens différent,  
les termes suivants désignent:

"adminis-  
trateur";

a) "administrateur": un officier pré-  
posé à l'administration de la présente  
loi dans le territoire pour lequel il est  
nommé et un assistant de cet officier;  
(15-16 Geo. VI ch. 17 - Art. 2, en vi-  
gueur le 30 avril 1951)

"bail";

b) "bail": un bail au sens du Code  
civil, écrit, verbal ou présumé;

"commis-  
saire";

c) "commissaire": un membre de la  
Commission des loyers;

"commis-  
sion";

d) "commission": La Commission  
des loyers, chargée de l'administration  
de la présente loi dans la province, cons-  
tituée en vertu de l'article 2;

"maison";

e) "maison": une maison, un loge-  
ment, un appartement, habituellement  
occupés comme lieux d'habitation.

New title:  
15-16 Geo.  
VI — ch.  
17 Art. 1.

AN ACT TO  
PROMOTE CONCILIATION  
BETWEEN LESSEES AND  
PROPERTY-OWNERS

14-15 Geo. VI, chapter 20, in force on  
the 30th of April 1951  
as amended by  
15-16 Geo. VI, chapter 17, assented to,  
the 4th of December  
1951, and by  
1-2 Elizabeth II, Bill No. 5, assented to,  
the 18th of December  
1952.

**H**IS MAJESTY, with the advice and  
consent of the Legislative Council  
and of the Legislative Assembly of  
Quebec, enacts as follows:

*Definitions*

1. In this act, unless the context in-  
dicates a different sense, the following  
terms shall mean:

Defi-  
nitions:

a. "administrator": an officer  
charged with the administration of this  
act in the territory for which he is ap-  
pointed and an assistant to such officer;  
(15-16 Geo. VI, ch. 17 Art. 2, in force  
the 30th of April 1951.)

"adminis-  
trator";

b. "lease": a lease within the mean-  
ing of the Civil Code, whether written,  
verbal or presumed;

"lease";

c. "commissioner": a member of the  
Rental Commission;

"commis-  
sioner";

d. "Commission": the Rental Com-  
mission, charged with the adminis-  
tration of this act in the Province and  
constituted under section 2;

"Commis-  
sion";

e. "house": a house, dwelling or  
apartment habitually occupied as a  
place of abode.

"house".

Exercice d'une profession, etc., dans une maison.

Le fait qu'un locataire utilise, pour y exercer sa profession, son art, son métier ou son négoce, une ou deux pièces de la maison qu'il habite régulièrement, n'a pas pour effet de soustraire cette maison à l'application de la présente loi, pourvu que l'espace ainsi utilisé n'excède pas le tiers de l'espace total de la maison". (15-16 Geo. VI ch. 17 - Art. 2, en vigueur le 30 avril 1951)

#### *Organismes de la régie des loyers*

Commission instituée.

2. Une commission, désignée sous le nom de "Commission des loyers", est instituée par la présente loi pour en surveiller l'application et exercer les autres pouvoirs qui lui sont attribués ci-après.

Composition.

Elle se compose d'au moins trois membres et d'au plus cinq membres nommés comme il suit:

a) un, qui en est le président, par le magistrat de district en chef;

b) un ou deux, suivant le cas, par le lieutenant-gouverneur en conseil, choisi parmi les locataires pour représenter ceux-ci;

c) un ou deux, suivant le cas, par le lieutenant-gouverneur en conseil, choisi parmi les propriétaires pour représenter ces derniers.

Traitements.

3. Depuis le 1er décembre 1952, le traitement du président de la Commission est de onze mille dollars par année, et celui des autres commissaires de huit mille dollars par année. (1-2 Elizabeth II Bill 32, sanctionné le 30 janvier 1953)

Secrétaire, etc.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un secrétaire et tous autres employés qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement de la commission et à l'application efficace de la présente loi et fixe leur rémunération. Il peut aussi procurer à la commission et rémunérer les services d'évaluateurs, de conseillers juridiques et d'autres spécialistes dont elle a besoin dans l'exercice de ses fonctions.

The fact that a lessee uses one or two rooms in the house where he regularly resides, to practise therein his profession, art, trade or business, shall not have the effect of withdrawing such house from the application of this act, provided that the space so used does not exceed one-third of the total space of the house; (15-16 Geo. VI, ch. 17 — Art. 2, in force the 30th of April 1951.)

#### *Rental Regulative Organizations*

2. A commission, known as the "Rental Commission" is hereby constituted to supervise the carrying out of this act and to exercise the other powers hereinafter assigned to it.

Practice of profession, etc., in a house.

Commission constituted.

It shall consist of at least three members and not more than five members appointed as follows:

Composition.

a. one, who shall be the chairman thereof, by the Chief District Magistrate;

b. one or two, as the case may be, by the Lieutenant-Governor in Council, chosen from amongst, and to represent the lessees;

c. one or two, as the case may be, by the Lieutenant-Governor in Council, chosen from amongst, and to represent the property-owners.

3. From the 1st of December 1952, the salary of the chairman of the Commission is \$11000.00 per annum and the salary of the other commissioners \$8000 per annum. (1-2 Elizabeth II Bill 32 assented to January 30th 1953.)

Salaries.

4. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a secretary and such other employees as he deems necessary for the proper functioning of the Commission and the effective carrying out of this act and shall fix their remuneration. He may also procure for the Commission and pay for the services of appraisers, legal advisers and other specialists required by it in the exercise of its functions.

Secretary etc.

Devoirs.	Le secrétaire a la garde des archives et dossiers de la commission, ainsi que des pièces de procédure et documents produits devant elle.	The secretary shall have charge of the records and files of the Commission and the proceedings and documents produced before it.	Duties.
Idem.	Il remplit tous autres devoirs qui lui sont assignés par la commission.	He shall perform such other duties as are assigned to him by the Commission.	Idem.
Absence d'un commissaire.	5. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'un commissaire pendant plus de dix jours consécutifs, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui nommer temporairement ou définitivement un remplaçant.	5. In case of the absence or inability to act of a commissioner for more than ten consecutive days, the Lieutenant-Governor in Council may appoint, temporarily or permanently, a person to replace him.	Absence of a commissioner
Siège.	6. Le siège de la commission est à Montréal, mais elle peut tenir des séances à tout autre endroit de la province.	6. The seat of the Commission shall be at Montreal, but it may hold sittings at any other place in the Province.	Seat.
Quorum.	7. Le quorum de la commission est de trois membres.	7. Three members shall constitute a quorum of the Commission.	Quorum.
Voix prépondérante.	Au cas de désaccord sur une décision à rendre, le président a voix prépondérante.	In case of disagreement respecting a decision to be rendered, the chairman shall have a casting vote.	Casting vote.
Affaire référée au président.	Lorsqu'une affaire est entendue, sans le concours du président, par d'autres commissaires et que ceux-ci ne concourent pas dans une décision, l'affaire est référée au président avec diligence pour décision finale par celui-ci.	Whenever a matter is heard, without the participation of the chairman, by the other commissioners, and the latter do not agree on a decision, the matter shall be referred promptly to the chairman for final decision by him.	Matter referred to chairman.
Administrateurs.	8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un administrateur des loyers pour chaque territoire qu'il désigne et fixe sa rémunération.	8. The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint a rental administrator for each territory determined by him and fix his remuneration.	Administrators
Assistants.	Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adjoindre aux administrateurs les assistants qu'il juge nécessaires pour la prompte expédition des affaires qui leur sont soumises. Ces assistants exercent, dans les territoires pour lesquels ils sont nommés, la même juridiction et les mêmes pouvoirs que les administrateurs auxquels ils sont adjoints, en ce qui concerne l'audition et la décision des demandes faites à ces derniers. Ils sont, au surplus, soumis à la direction de ces administrateurs. (15-16 Geo. VI - ch. 17, Art. 3, en vigueur le 30 avril 1951)	The Lieutenant-Governor in Council may provide the administrators with such assistants as he deems necessary for the prompt disposal of the matters submitted to them. Such assistants shall have, in the territory for which they are appointed, the same jurisdiction and powers as the administrators to whom they are assigned, with respect to the hearing and deciding of applications made to the latter. In other respects they shall be under the direction of such administrators. (15-16 Geo. VI — Ch. 17 Art. 3, in force the 30th of April 1951)	Assistants.

Secrétaire,  
etc.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer pour assister tout administrateur un secrétaire et les employés dont il a besoin et fixer leur rémunération. Il peut lui procurer et rémunérer les services d'évaluateurs, de conseillers juridiques et d'autres spécialistes qu'il juge nécessaires.

Devoirs.

Le secrétaire a la garde des archives et dossiers de l'administrateur, ainsi que des pièces de procédure et documents produits devant lui.

Idem.

Il doit, lorsqu'il y a enquête devant l'administrateur, prendre note des faits essentiels de la preuve orale, à moins que l'administrateur ne l'en dispense et s'en charge lui-même, et il dresse un procès-verbal de l'audience.

Preuve.

Ces notes et ce procès-verbal, attestés par l'administrateur, font preuve prima facie de leur contenu.

Autres devoirs.

Le secrétaire remplit tous autres devoirs qui lui sont assignés par les règlements et par l'administrateur.

*Pouvoirs de la commission  
et des administrateurs*

Devoirs de  
la com-  
mission.

10. Outre les pouvoirs spécifiques qui lui sont ci-après attribués, la commission a le devoir de surveiller, conseiller et diriger les administrateurs locaux, de veiller à l'exécution de la présente loi dans la province et d'en assurer, dans toute la mesure du possible, l'exécution dans un esprit de justice et d'équité pour locataires et propriétaires.

Règlemen-  
tation.

11. La commission peut, par règlement,

a) établir des barèmes de fixation des loyers selon les types particuliers de maisons, l'époque de leur construction, leur état d'entretien et de réparations, leur site, leur valeur de location en temps normal, leur évaluation municipale, la plus ou moins grande pénurie de logements et toutes autres circonstances susceptibles de concourir à la fixation d'un loyer juste et raisonnable pour tous les intéressés;

Secretary,  
etc.

9. The Lieutenant-Governor in Council may appoint, to assist any administrator, a secretary and such employees as he may require and fix their remuneration. He may procure for him and pay for the services of such appraisers, legal advisers and other specialists as he deems necessary.

Duties.

The secretary shall have charge of the administrator's records and files and of the proceedings and documents produced before him.

Idem.

Whenever an inquiry takes place before the administrator, the secretary shall note down the essential points of the testimony, unless the administrator dispenses with his doing so and assumes that duty himself, and shall draw up minutes of the hearing.

Proof.

Such notes and minutes, attested by the administrator, shall constitute prima facie proof of their contents.

Other duties.

The secretary shall perform such other duties as are assigned to him by the regulations and by the administrator.

*Powers of the Commission  
and of Administrators*

10. Besides the specific powers hereinafter assigned to it, it shall be the duty of the Commission to supervise, advise and direct the local administrators, to see to the carrying out of this act in the Province and to ensure, in so far as is possible, that it is applied in a spirit of justice and fairness to lessees and property-owners.

Duties of  
commis-  
sion.

11. The commission may, by regulation,

Regu-  
lations.

a. establish scales for the fixing of rents according to the particular types of houses, the period when they were built, their state of maintenance and repair, their situation, their rental value in normal times, their municipal valuation, the more or less extreme scarcity of dwellings and any other circumstances conducive to the fixing of a rent that is fair and reasonable for all concerned;

b) établir des règles de pratique pour la signification des avis, l'introduction et la conduite des procédures devant les administrateurs et la commission et l'exécution de leurs décisions;

c) établir des règles pour l'adjudication des déboursés et honoraires de procureur sur les procédures mues devant la commission et fixer les tarifs pour ces déboursés et honoraires;

d) édicter des peines pour défaut de comparaître des témoins devant la commission ou un administrateur et pour violation des dispositions de l'article 28;

e) déterminer ce qui constitue une maison de chambres au sens du paragraphe f de l'article 25 et de l'article 34;

f) adopter toutes autres mesures qu'elle juge propres à assurer une juste et efficace exécution de la présente loi.

b. establish rules of practice for the service of notices, the institution and conduct of proceedings before the administrators and the Commission and the execution of their decisions;

c. establish rules for adjudication as to the disbursements and fees of attorneys on proceedings taken before the Commission and make tariffs for such disbursement and fees;

d. enact penalties for failure by witnesses to appear before the Commission or an administrator and for violation of the provisions of section 28;

e. determine what shall constitute a rooming-house within the meaning of paragraph f of section 25 and of section 34;

f. adopt such other measures as it deems expedient to ensure the fair and effective carrying out of this act.

Entrée en vigueur sur publication.

**12.** Tout règlement adopté par la commission en vertu de l'article 11 est publié dans la Gazette officielle de Québec et entre en vigueur à compter de la date de sa publication ou de toute autre date ultérieure fixée par le règlement.

Preuve.

Tout règlement ainsi publié est authentique et fait preuve de son existence et de son contenu, et il est considéré comme un acte public dont toute personne est tenue de prendre connaissance.

**12.** Every regulation made by the Commission under section 11 shall be published in the Quebec Official Gazette and shall come into force from and after the date of its publication or such other and later date as is fixed by the regulation.

Coming into force on publication.

Every regulation so published shall be authentic and shall make proof of its existence and contents, and shall be deemed a public instrument of which all persons must take notice.

Proof.

Revision des décisions.

**13.** La commission a juridiction pour reviser, sur appel d'une partie intéressée, les décisions des administrateurs locaux lorsqu'elles excèdent leur juridiction, ou sont contraires à la loi, ou comportent une injustice grave pour un intéressé, ainsi que dans les cas visés par les articles 27 et 29.

Décisions définitives.

Les décisions de la commission sur ces appels sont définitives.

**13.** The Commission shall have jurisdiction to revise, on appeal by an interested party, the decisions of local administrators when such decisions exceed their jurisdiction, or are contrary to law, or entail a severe injustice upon an interested party, and also in the cases contemplated by sections 27 and 29.

Revision of decisions.

The decisions of the Commission on such appeals shall be final.

Final decisions.

Délai.

**14.** A peine de déchéance de l'appel, la partie qui désire faire reviser la décision d'un administrateur doit, dans les dix jours de cette décision, produire sa

**14.** On pain of the lapse of the appeal, the party seeking revision of the decision of an administrator must, within ten days following such decision,

Delay

demande au bureau du secrétaire de la commission, en donner avis aux autres parties intéressées et à l'administrateur qui a rendu la décision et fournir à la Commission la preuve de cet avis.

Exception.

Toutefois la commission peut permettre à l'appelant de donner cet avis et d'en faire la preuve en tout temps avant l'audition de la cause, si elle juge qu'il n'en résulte pas de préjudice pour l'autre partie. (15-16 Geo. VI Ch. 17 - Art. 4, en vigueur le 30 avril 1951).

Délai de revision.

15. L'administrateur transmet le dossier de l'affaire au secrétaire de la commission, au plus tard dans les trois jours de la réception de cet avis, et la commission doit reviser la décision de l'administrateur et rendre sa propre décision au plus tard dans les quinze jours suivants, sur le dossier tel que produit.

Enquête.

Toutefois, si la commission considère que le dossier ne révèle pas tous les faits essentiels à la décision de l'affaire, elle peut se les procurer par tous les moyens qu'elle estime convenables, y compris l'obtention de documents supplémentaires et d'affidavits et l'assignation, l'assermentation et l'audition de toutes personnes en mesure de fournir des renseignements, avec pouvoir de les contraindre à comparaître, à un endroit et à une date qu'elle désigne, laquelle date doit être la plus prochaine possible dans les trente jours de la réception du dossier.

Délai de décision sur appel.

La commission doit rendre sa décision sur l'appel au plus tard dans les dix jours de l'obtention de ces preuves additionnelles et son secrétaire en donne immédiatement communication aux parties et à l'administrateur devant qui l'affaire avait été introduite.

Pouvoirs des administrateurs.

16. Dans leur juridiction territoriale respective, les administrateurs statuent, en conformité de la présente loi et des règlements adoptés sous son empire, sur

file his application in the office of the secretary of the Commission, give notice thereof to the other interested parties and to the administrator who rendered the decision and furnish to the Commission proof of such notice.

Exception.

Nevertheless, the Commission may permit the appellant to give such notice and to make proof thereof at any time before the hearing of the case, if it is of opinion that the other party will not be prejudiced thereby. (15-16 Geo. VI Ch. 17 Art. 4, in force the 30th of April 1951)

Delay for revision.

15. The administrator shall transmit the record of the case to the secretary of the Commission, not later than within three days from the receipt of such notice, and the Commission shall revise the decision of the administrator and render its own decision not later than within fifteen days thereafter, on the record as produced.

Inquiry.

Nevertheless, if the Commission is of opinion that the record does not reveal all the facts requisite for the decision of the matter, it may obtain them by any means which it deems convenient, including the procuring of additional documents and of affidavits and the summoning, swearing and hearing of any persons capable of giving information, with power to compel them to appear, at a designated place and date, which date shall be the earliest possible within thirty days of the receipt of the record.

Delay to decide appeal.

The Commission shall render its decision on the appeal not later than within ten days after the obtaining of such additional evidence and its secretary shall immediately give communication thereof to the parties and to the administrator before whom the matter was initiated.

Powers of administrators.

16. Within their respective territorial jurisdiction, the administrators, in conformity with this act and the regulations made thereunder, shall

les affaires d'éviction, de prolongation de baux et de fixation de loyers, et ils entendent et décident les contestations qui s'élèvent à ce sujet entre locataires et locataires.

Idem. Ils ont tous les pouvoirs nécessaires pour faire des enquêtes, assigner, assermenter et entendre des témoins et les contraindre à comparaître et produire des documents.

Décisions finales. Leurs décisions sont définitives, sauf dans les cas visés par l'article 13.

Brefs prohibés. 17. Aucun bref de quo warranto, de mandamus, de certiorari, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre la commission, ni contre aucun de ses membres, ni contre aucun administrateur en raison d'une décision, d'une procédure ou d'un acte quelconque relevant de l'exercice de leurs fonctions.

Exception. L'article 50 du Code de procédure civile ne s'applique pas à la commission, ni à ses membres, ni aux administrateurs.

Serment. Les commissaires, administrateurs et leurs secrétaires peuvent recevoir tout serment requis pour les fins de la présente loi.

*Prévention des évictions  
et fixation des loyers*

Eviction prohibée. 18. Sauf dans les cas des articles 25 et 30 aucun locataire ne peut, avant le premier août 1951, être évincé de la maison qu'il occupait légalement le trente avril 1951 ni, pendant ce laps de temps, être contraint de payer un loyer supérieur à celui qu'il était tenu de payer le trente avril 1951.

Idem. 19. Par la suite, aucun locataire ne peut être évincé, pour cause d'expiration de son bail, de la maison qu'il habite, s'il obtient la prolongation de ce bail et en acquitte le loyer exigible conformément aux dispositions qui suivent.

pronounce upon matters of eviction, prolongation of leases and fixing of rents, and they shall hear and decide such contestations as arise in respect thereof between lessors and lessees.

Idem. They shall have all necessary powers to conduct inquiries, to summon, swear and hear witnesses and compel them to appear and to produce documents.

Decisions finai. Their decisions shall be final, except in the cases contemplated by section 13.

Writs prohibited. 17. No writ of quo warranto, of mandamus, of certiorari, of prohibition or injunction may be issued against the Commission or any member thereof, or against any administrator on account of a decision, a procedure or any act whatsoever relating to the exercise of their functions.

Exception. Article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Commission or its members or to the administrators.

Oath. The commissioners, administrators and their secretaries may administer any oath required for the purposes of this act.

*Prevention of evictions  
and fixing of rents*

Eviction prohibited. 18. Except in the cases of sections 25 and 30, no lessee shall be evicted, before the first of August, 1951, from the house which he was legally occupying on the 30th of April, 1951, nor shall he be obliged, during such lapse of time, to pay a rent greater than that which he was bound to pay on the 30th of April, 1951.

Idem. 19. Thereafter, no lessee shall be evicted, by reason of the expiration of his lease, from the house in which he is living, if he obtains a prolongation of such lease and pays the rent exigible thereunder in conformity with the following provisions.

Appel à l'administrateur.

20. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre pour la prolongation du bail ou la passation d'un nouveau, le locataire peut s'adresser à l'administrateur local pour obtenir la prolongation de ce bail et la fixation du loyer, en produisant une demande à cette fin au bureau de l'administrateur, en donnant au locateur avis de cette demande et en fournissant la preuve de cet avis à l'administrateur, le tout au moins trente jours francs avant l'expiration du bail si son terme est d'une année ou plus, et au moins quinze jours avant l'expiration du bail dans les autres cas. (15-16 Geo. VI ch. 17 Art. 5, par. a, en vigueur le 30 avril 1951 - Cf Arrêté en conseil No. 157 - Art. 7 - Arrêté en conseil No. 315 - Art. A).

Exception.

Toutefois l'administrateur peut permettre au locataire de donner cet avis et d'en faire la preuve en tout temps avant l'audition de sa demande, s'il juge qu'il n'en résulte pas de préjudice pour l'autre partie. (15-16 Geo. VI - ch. 17. Art. 5, par. b).

Délai

Dans le cas de baux expirés à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ou entre cette date et le premier octobre 1951, la demande de prolongation doit être faite avant le premier septembre 1951.

Prolongation du bail, etc.

A moins d'une cause d'éviction prévue par l'article 25, l'administrateur doit prolonger le bail et fixer le loyer exigible en raison de cette prolongation.

Refus

Il doit cependant, dans le cas de l'article 26a, refuser la demande de prolongation ou, selon le cas, ordonner l'évacuation temporaire de la maison, si nécessaire, pour permettre au propriétaire qui le désire d'y faire des réparations, aux conditions qu'il juge opportun de fixer pour la protection des droits du locataire.

Il doit aussi refuser la demande de prolongation lorsqu'il est établi que le locataire ou des personnes dont il est responsable détériorent les lieux loués, volontairement ou par négligence, ain-

20. If the parties are unable to agree as to the prolongation of the lease or the making of a new one, the lessee may apply to the local administrator for the prolongation of such lease and the fixing of the rent, by filing an application for such purpose at the office of the administrator, giving the lessor notice of such application and furnishing to the administrator proof of such notice, the whole at least thirty clear days before the expiration of the lease if the term thereof is one year or more, and at least fifteen days before the expiration of the lease in other cases. (15-16 Geo. VI ch. 17 Art. 5, par. a, in force the 30th of April 1951 — CF Order in Council No. 157 — Art. 7 — Order in Council No. 315 — Art. A)

Appeal to administrator.

Nevertheless the administrator may permit the lessee to give such notice and to make proof thereof at any time before the hearing of his application, if he is of opinion that the other party will not be prejudiced thereby. (15-16 Geo. VI — Ch. 17, art. 5, par. b)

Exception

In the case of leases which, on the date of the coming into force of this act, have already expired or which expire between that date and the 1st of October, 1951, application for prolongation must be made before the 1st of September, 1951.

Delay

Unless there is ground for eviction as contemplated by section 25, the administrator must prolong the lease and fix the rent exigible by reason of such prolongation.

Prolongation of lease, etc.

Nevertheless, in the case of section 26a, he shall refuse the application for prolongation of the lease, or, if there be occasion, order the house to be temporarily vacated if necessary, to permit the owner who so desires to make repairs, on such conditions as he deems expedient for the protection of the lessee's rights.

Refusal.

He shall also refuse the application for prolongation of the lease when it is established that the lessee or persons for whom he is responsible deteriorate the leased premises, voluntarily or

Idem.

si que dans le cas où il autorise la conversion d'une maison d'habitation en un établissement commercial, en vertu de l'article 27. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 5, par. c, en vigueur le 27 novembre 1951).

through neglect, as well as in the case where he authorizes the conversion of a dwelling-house into a commercial establishment, under section 27. (15-16 Geo. VI — Ch. 17 Art. 5, par. c) in force the 27th of November 1951)

Prolongation.

**20a.** L'administrateur peut prolonger le bail pour toute période qu'il juge équitable et juste pour les parties, mais n'excédant par le terme de la présente loi. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 6, en vigueur le 27 novembre 1951).

**20a.** The administrator may prolong the lease for any period he deems fair and just to the parties, but not exceeding the term of this act. (15-16 Geo. VI — Ch. 17 Art. 6, in force the 27th of November 1951)

Extension.

Conciliation.

**20b.** L'administrateur doit, après avoir entendu les parties et avant de rendre sa décision, essayer de concilier leurs exigences respectives et de les amener à s'entendre.

**20b.** The administrator, after hearing the parties and before rendering his decision, shall endeavour to reconcile their respective demands and bring them to an agreement.

Reconciliation.

Propositions d'entente.

Dans ce but et afin de hâter l'expédition des affaires qui lui sont soumises, il peut aussi, sur examen du dossier et d'un rapport d'enquête contenant les renseignements essentiels, et sans attendre que la cause vienne sur son rôle d'audition, communiquer aux parties une proposition d'entente, par poste recommandée, à la dernière adresse qui lui a été fournie par chacune d'elles respectivement.

For this purpose and in order to hasten the disposal of the matters submitted to him, he may also upon examination of the record and of a report of the inquiry containing the requisite information, and without waiting for the case to come on his roll for hearing, send to the parties a proposal of settlement, by registered letter to the last address given him by each of them respectively.

Proposals of settlement.

Acceptation.

Si, dans les dix jours de la mise à la poste de cette proposition, aucune des parties ne signifie à l'administrateur sa décision de la rejeter, elles sont réputées l'avoir acceptée, ou s'être autrement entendues, et l'administrateur note ce fait au dossier; dans le cas contraire, il procède à l'audition de la cause en la manière ordinaire. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 6, en vigueur le 27 novembre 1951).

If, within ten days of the mailing of such proposal, neither of the parties serves notice on the administrator of his refusal to accept it, they shall be deemed to have accepted it or to have otherwise agreed, and the administrator shall note such fact in the record; otherwise he shall proceed to hear the case in the ordinary manner. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 6, in force the 27th of November 1951)

Acceptation.

Lien.

**20c.** Les parties sont liées par toute entente intervenue entre elles, ou réputée intervenue suivant l'article 20b. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 6, en vigueur le 27 novembre 1951).

**20c.** The parties shall be bound by any agreement reached between them, or deemed to have been reached pursuant to section 20b. (15-16 Geo. VI — Ch. 17 Art. 6, in force the 27th of November 1951)

Obligation.

Expulsion prohibée.

**21.** Aucun locataire ne peut être expulsé de la maison qu'il occupe pendant le délai qui lui est accordé pour deman-

**21.** No lessee shall be evicted from the house which he occupies during the delay allowed him to apply for the pro-

Eviction prohibited.

der la prolongation de son bail, ni avant l'adjudication définitive sur cette demande; et pendant cette période, il n'est tenu de verser que le loyer stipulé au bail, sauf paiement du supplément dans les vingt jours de l'adjudication définitive sur sa demande, si un loyer supérieur est fixé et sauf remboursement de la différence dans le même délai, si un loyer moindre est fixé.

Pas de tacite reconduction.

Le maintien du locataire en possession de la maison louée par suite de l'application des dispositions de l'article 19 et de celles du présent article n'a pas pour effet d'opérer la tacite reconduction du bail.

Répartition de supplément de loyer.

Si le locataire est tenu de payer un supplément de loyer à la suite de l'adjudication définitive sur sa demande et si cette adjudication a été prononcée plus de trois mois après la production de cette demande, l'administrateur ou la commission suivant le cas, peut répartir le montant de ce supplément, en versements mensuels égaux, sur une période qu'il juge équitable, mais qui ne doit dans aucun cas excéder six mois, ni le terme de la prolongation du bail. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 7, en vigueur le 29 septembre 1951).

Défaut d'entente.

**22.** A défaut d'entente entre les parties, les administrateurs et la commission peuvent, dans l'exercice de leur juridiction respective et dans les limites de la présente loi, empêcher l'éviction des locataires à l'expiration des baux, prolonger ceux-ci et fixer des loyers raisonnables pour la prolongation de ces baux.

Reprise de possession par propriétaire.

**23.** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi et tout règlement passé, ordonnance émise ou décision rendue sous son empire, le propriétaire d'une maison occupée par un locataire en vertu d'une prolongation de bail décrétée par un administrateur, par la commission, par un arrêté du Conseil exécutif de la province ou par quelque disposition de la loi, ou, avant l'entrée en

longation of his lease, or before final adjudication on such application; and during that period he shall only pay the rent stipulated in the lease, save the payment of the supplement within the twenty days following the final adjudication on his application, if a higher rent is fixed and save the reimbursement of the difference within the same delay, if a lower rent is fixed.

The keeping of the lessee in possession of the dwelling ruled pursuant to the application of the provisions of section 19 and of this section shall not effect the tacit renewal of the lease.

No tacit renewal.

If the lessee is required to pay additional rent following final adjudication on his application, and if such adjudication was pronounced more than three months after the filing of such application, the administrator or the Commission as the case may be, may apportion the amount of such additional rent, in equal monthly payments, over a period which he deems equitable, but which in no case shall exceed six months or the term of the prolongation of the lease. (15-16 Geo. VI — ch. 17, Art. 7, in force the 29th of September 1951)

Apportionment of additional rent.

**22.** Failing agreement between the parties, the administrators and the Commission, in the exercise of their respective jurisdictions and within the limits of this act, may prevent the eviction of lessees at the expiration of leases, prolong the latter and fix reasonable rents for the prolongation thereof.

Failure to agree.

**23.** Notwithstanding any other provision of this act and any regulation made, order issued or decision rendered thereunder, the owner of a house occupied by a lessee under a prolongation of a lease decreed by an administrator or by the Commission, or, before the coming into force of this act, by virtue of any decree, order, regulation, law or decision of the federal authority, or by

Recovery of possession by owner.

vigueur de la présente loi, sous l'autorité de quelque décret, ordonnance, règlement, loi ou décision de l'autorité fédérale ou en vertu d'un bail renouvelé ou d'un nouveau bail passé sous telle autorité, peut en reprendre possession pour l'habiter lui-même ou pour y loger sa mère, son père, son fils, sa fille, sa bru, son gendre, ou pour y loger tout autre parent dont il est le principal soutien. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 8, par. a, en vigueur le 30 avril 1951; 1-2 Elizabeth II Bill No. 5, Art. 2, par. a)

Reprise de possession par propriétaire.

Pour l'une de ces fins, le propriétaire d'une maison louée en vertu d'un bail non expiré peut aussi en reprendre possession à l'expiration de ce bail.

Usufruitier.

L'usufruitier d'une telle maison peut aussi en reprendre possession, pour l'occuper lui-même, dans l'un ou l'autre des cas visés aux deux alinéas précédents.

Preuve de bonne foi.

Toutefois, cette reprise de possession ne peut être accordée que si le propriétaire ou l'usufruitier démontre clairement qu'il est de bonne foi, qu'il entend réellement se servir de ladite maison pour l'une des fins spécifiquement mentionnées au présent article et qu'il ne s'agit pas d'un prétexte ou d'un motif pour atteindre d'autres fins. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 8, par. b, en vigueur le 30 avril 1951).

Propriétaire, etc. occupant déjà une maison

Si le propriétaire, ou le parent pour l'usage duquel il demande la possession de la maison, en vertu du présent article, occupe déjà une autre maison appartenant au propriétaire, l'administrateur peut, selon les circonstances, refuser la demande ou imposer comme condition que le propriétaire cède au locataire l'usage de la maison que lui ou le parent en question occupait jusque là, moyennant le loyer et pour le terme que détermine l'administrateur. La présente disposition s'applique également à l'usufruitier. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 8, par. b, en vigueur le 30 avril 1951).

virtue of a renewed lease or a new lease made under such authority, may recover possession thereof to dwell therein himself or to lodge therein his mother, father, son, daughter, daughter-in-law, son-in-law or to lodge therein any other relation whose principal support he is. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 8, par. a, in force the 30th of April 1951; 1-2 Elizabeth II — Bill No. 5, Art. 2, par. a)

For one of those purposes, the owner of a rented house in virtue of a non expired lease may also recover possession of it at the expiration of that lease.

Recovery of possession by owner.

The usufructuary of such a house may also recover possession thereof, to occupy it himself, in any of the cases contemplated in the two preceding paragraphs. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 8, par. b, in force the 30th of April 1951)

Usufructuary.

Nevertheless, such recovery of possession can only be granted if the owner or usufructuary shows clearly that he is in good faith, that he really intends to use said house for one of the purposes specifically mentioned in this section and that it is not a case of a pretext or design to attain other purposes. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 8, par. b, in force the 30th of April 1951)

Proof of good faith, etc.

If the owner, or the relation for whose use he applies for the possession of the house, under this section, already occupies another house belonging to the owner, the administrator may, according to circumstances, refuse the application or impose as a condition that the owner grant to the lessee the use of the house that he or the relation in question has been occupying, for the rent and for the term which the administrator determines. This provision applies also to the usufructuary. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 8, par. b, in force the 30th of April 1951)

Owner, etc. already occupying a house

Le locataire évincé a, et a toujours eu depuis le trente avril 1951, un recours devant les tribunaux de juridiction compétente, pour recouvrer les dommages lui résultant d'une reprise de possession obtenue de mauvaise foi, pour une autre fin que celles visées par le présent article. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 Art. 2 par. b)

The evicted lessee has, and has always had since the thirtieth of April 1951, a recourse before the courts of competent jurisdiction, to recover the damages caused to him by a recovery of possession obtained in bad faith, for a purpose other than those contemplated in this section. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 art. 2 par. b)

Avis.

24. Pour exercer ce droit, le propriétaire doit donner au locataire un avis préalable d'au moins quatre-vingt-dix jours francs dans le cas d'un bail prolongé pour une période d'un an ou plus, et d'au moins trente jours francs dans le cas d'un bail prolongé pour une période moindre.

24. To exercise such right, the owner must give the lessee prior notice of at least ninety clear days in the case of a lease prolonged for a period of one year or more, and of at least thirty clear days in the case of a lease prolonged for a shorter period.

Notice.

Idem.

Dans le cas du deuxième alinéa de l'article 23, l'avis doit être donné au moins quatre-vingt-dix jours francs avant la fin du bail, si son terme est d'une année ou plus, et au moins trente jours francs avant la fin du bail dans les autres cas.

In the case of the second paragraph of section 23, a notice must be given at least ninety clear days before the expiration of the lease, if the term thereof is of a year or more, and at least thirty clear days before the expiration of the lease in any other cases.

Idem

Contenu.

Cet avis doit mentionner la date où le propriétaire entend reprendre possession de sa maison, le nom de la personne à qui il la destine et son degré de parenté avec cette dernière.

Such notice must mention the date when the owner intends to resume possession of his house, the name of the person for whom he intends it and the degree of his relationship to such person.

Contents.

Révocation.

Si le locataire néglige ou refuse d'évacuer le logement à la date spécifiée dans l'avis, l'administrateur doit, sur preuve faite à sa satisfaction que le locateur utilisera la maison conformément aux dispositions de l'article 23 et pour l'une des fins qui y sont mentionnées, révoquer ou, selon le cas, refuser la prolongation du bail et le locataire, dès lors, est réputé occuper la maison sans droit.

If the lessee neglects or refuses to vacate the dwelling on the date specified in the notice, the administrator, on proof made to his satisfaction that the lessor will use the house in conformity with the provisions of section 23 and for one of the purposes therein mentioned, shall revoke or, as the case may be, refuse the prolongation of the lease and thereupon the lessee shall be deemed to be occupying the house unlawfully.

Revocation.

Le locataire qui a reçu cet avis doit, dans les trente jours de sa réception, s'il s'agit d'un avis de quatre-vingt-dix jours ou plus, et dans les quinze jours de sa réception, s'il s'agit d'un avis de trente jours ou plus mais de moins de quatre-vingt-dix jours, informer le propriétaire de son intention de se conformer ou non à cet avis, à défaut de quoi

The lessee who has received such notice shall, within thirty days of receiving it, in the case of a notice of ninety days or over, and within fifteen days of receiving it, in the case of a notice of thirty days or more but of less than ninety days, inform the owner of his intention to comply or not to comply with such notice, in default of which he

il est réputé avoir convenu d'évacuer la maison à la date spécifiée dans l'avis et est tenu de le faire. Si le locataire informe le propriétaire de son intention de ne pas évacuer la maison à la date spécifiée dans l'avis, l'administrateur peut, à la demande de l'une ou de l'autre des parties et sans attendre l'expiration du délai donné par le propriétaire au locataire pour évacuer les lieux, entendre les parties afin de décider si le propriétaire est dans les conditions requises par l'article 23 pour exiger la reprise de possession de la maison louée et il adjuge alors, sur les prétentions des parties, de la même manière et avec le même effet que s'il les avait entendues, en vertu du quatrième alinéa du présent article, après l'expiration de la date spécifiée dans l'avis du propriétaire.

Lorsqu'un propriétaire requiert en vue d'un événement futur la reprise de possession d'une maison louée, l'administrateur peut prolonger le bail ou, selon le cas, en maintenir la prolongation au delà de la date d'évacuation spécifiée dans l'avis du propriétaire et jusqu'à la survenance de cet événement. Si celui-ci ne se produit pas, l'administrateur peut de nouveau prolonger le bail ou en maintenir la prolongation comme si le propriétaire n'en avait pas requis la possession; il en est ainsi lorsque la personne pour l'usage de qui le propriétaire réclamait la reprise de possession décède avant la date où le locataire était tenu d'évacuer les lieux. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 Art. 3)

Délai.

24a. L'administrateur, en accueillant une demande faite en vertu des articles 23 et 24, peut accorder au locataire, pour l'évacuation de la maison, un délai qu'il juge équitable, mais ne dépassant pas soixante jours à compter de la date de sa décision, et, dans ce cas, le locataire n'est réputé occuper cette maison sans droit qu'à compter de l'expiration de ce délai. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 9, en vigueur le 29 septembre 1951)

shall be deemed to have agreed to vacate the house on the date mentioned in the notice and must do so. If the lessee informs the owner of his intention not to vacate the house on the date specified in the notice, the administrator may, on the application of either party and without awaiting the expiration of the delay given by the owner to the lessee to vacate the premises, hear the parties to determine if the owner meets the conditions required by section 23 for repossessing the rented house and he shall then adjudicate on the claims of the parties, in the same manner and with the same effect as if he had heard them, under the fourth paragraph of this section, after the expiration of the date mentioned in the owner's notice.

When an owner demands, in view of a future event, repossession of a rented house, the administrator may prolong the lease or extend its prolongation beyond the date specified for vacating in the owner's notice, as the case may be, and until the occurrence of such event. Should the event not occur, the administrator may again prolong the lease or extend its prolongation as if the owner had not demanded repossession thereof; the case shall be the same when the person for whose use the owner demanded repossession dies before the date on which the lessee was bound to vacate the premises. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 Art. 3)

Delay.

24a. The administrator, in granting an application made under sections 23 et 24, may allow the lessee such delay to vacate the house as he deems equitable, but not exceeding sixty days computed from the date of his decision, and in such case the lessee shall not be deemed to have occupied such house unlawfully except from and after the expiration of such delay. (15-16 Geo. VI — ch. 17, Art. 9, in force the 29th of September 1951)

Eviction  
prohibée.

24b. Entre le trente-et-un octobre et le premier mai, aucun locataire ne peut être évincé, en vertu des articles 23 et 24, de la maison qu'il habite légalement à moins que le propriétaire ou le parent à qui il en destine l'usage n'en ait un besoin impérieux et urgent, qui ne pouvait être prévu à temps pour demander, avant cette période, la possession de ladite maison.

Exception.

Cette disposition ne s'applique cependant pas au cas d'une décision rendue avant cette période, mais accordant au locataire, pour évacuer les lieux, un délai se prolongeant au delà du trente-et-un octobre; elle ne s'applique pas non plus aux décisions rendues avant le vingt-sept novembre 1951. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 9, en vigueur le 23 novembre 1951)

Homologation  
de  
décision,  
etc.

24c. La décision de l'administrateur ou, en cas d'appel, celle de la commission, accordant au propriétaire la possession d'une maison en vertu des articles 23 et 24, peut être homologuée par jugement de la Cour de Magistrat ou d'un magistrat de district siégeant dans le district judiciaire où est située la maison concernée. Ce jugement est exécutoire quinze jours après sa date, à moins que l'administrateur n'ait accordé, en vertu de l'article 24a, un délai s'étendant au delà de ces quinze jours, auquel cas le jugement est exécutoire à l'expiration de ce délai.

Jugement.

Ce jugement est rendu sur production d'une copie de la décision de l'administrateur et, le cas échéant, d'une copie de la décision de la commission.

Décision  
certifiée.

La décision de l'administrateur doit être certifiée par lui ou par son secrétaire ou par l'assistant-administrateur qui l'a rendue et celle de la commission, par un commissaire ou par le secrétaire de la commission. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 9, en vigueur le 30 avril 1951)

Location,  
etc., pro-  
hibée sans  
autori-  
sation.

24d. Le propriétaire qui a repris possession d'une maison pour l'une des fins

Eviction  
prohibited.

24b. Between the thirty-first of October and the first of May, no lessee shall be evicted, under sections 23 and 24, from the house which he legally inhabits, unless the owner or the relation by whom he intends it to be used has imperative and urgent need of it, which could not have been foreseen in time to apply before such period for the possession of the said house.

Exception.

This provision shall not apply however in the case of a decision rendered before such period, but granting the lessee a delay extending beyond the thirty-first of October to vacate the premises; it shall neither apply to decisions rendered before the twenty-seventh of November, 1951. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 9, in force the 23rd of November 1951)

Homologation  
of  
decision,  
etc.

24c. The decision of the administrator or, in case of appeal, that of the Commission, granting the owner possession of a house under sections 23 and 24, may be homologated by judgment of the Magistrate's Court or of a district magistrate sitting in the judicial district where the house concerned is situated. Such judgment shall be executory fifteen days after its date, unless the administrator has granted, under section 24a, a delay extending beyond such fifteen days, in which case the judgment shall be executory on the expiration of such delay.

Judgment.

Such judgment shall be rendered upon production of a copy of the decision of the administrator, and a copy of the decision of the Commission where necessary.

Decision  
certified

The decision of the administrator shall be certified by him or his secretary or by the assistant administrator who rendered it, and that of the Commission by a commissioner or by the secretary of the Commission. (15-16 Geo. VI — ch. 17, Art. 9, in force the 30th of April 1951)

Rent, etc.,  
prohibited  
without  
authori-  
zation.

24d. The owner who has recovered possession of a house for one of the

énoncées à l'article 23 ne peut en aucun temps, par la suite, la louer ou en permettre l'usage pour une autre fin, à moins d'avoir obtenu, au préalable, de l'administrateur l'autorisation de ce faire et, s'il s'agit de la louer, la fixation d'un loyer maximum. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 9, en vigueur le 30 avril 1951)

Si l'administrateur est convaincu, après avoir entendu les intéressés, d'après la preuve et les circonstances, que le propriétaire était de mauvaise foi en reprenant possession de la maison et que le motif invoqué pour cette reprise de possession était un prétexte pour atteindre une autre fin, l'administrateur ne doit accorder cette autorisation qu'en y imposant la condition que le locataire évincé de la maison en vertu des articles 23 et 24 y soit réintégré, pour le terme et moyennant le loyer que fixe l'administrateur, si, après avoir été prévenu par ce dernier de la demande du propriétaire, le locataire évincé en exprime le désir.

Si le locataire évincé ne se prévaut pas de son droit de reprendre possession de la maison, l'autorisation peut être accordée de la louer à une autre personne mais, dans ce cas, l'administrateur peut subordonner cette autorisation à toutes conditions qu'il estime justes, y compris la fixation du loyer et le terme du bail. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 4)

**24e.** Aucun droit d'action n'existe pour le recouvrement du loyer d'une maison louée en contravention de l'article 24d ou en violation de quelque une des conditions d'une autorisation obtenue en vertu dudit article. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 9 en vigueur le 30 avril 1951 - 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 5)

**24f.** Tout propriétaire convaincu, sur poursuite en vertu de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec, d'avoir enfreint les dispositions de l'article 24d, ou violé quelque une des

purposes stated in section 23 may not at any time afterwards rent it or permit the use thereof for another purpose, unless he has obtained, previously, from the administrator authorization to do so and, if it is to be leased, the fixing of a maximum rent. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 9, in force the 30th of April 1951)

If the administrator is convinced, after having heard the interested parties, by the evidence and the circumstances that the owner was in bad faith in recovering possession of the house and that the reason given for such recovering of possession was a pretext to achieve another purpose, the administrator must only grant such authorization subject to the condition that the lessee evicted from the house under sections 23 and 24 may resume possession thereof, for the term and rent fixed by the administrator if, after having been informed by the latter of the owner's application, the evicted lessee expresses the wish to do so.

If the evicted lessee does not avail himself of his right to recover possession of the house, authorization may be given to rent it to another person but, in such case, the administrator may make such authorization subject to any conditions which he may deem fair, including the fixing of the rent and the term of the lease. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5, Art. 4)

**24e.** No right of action shall lie to recover the rent of a house leased in violation of section 24d, or in violation of any condition of an authorization obtained under the said section. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 9, in force the 30th of April 1951 — 1-2 Elizabeth II Bill No. 5, Art. 5)

**24f.** Every owner convicted, upon proceedings under Part I of the Quebec Summary Convictions Act, of infringing the provisions of section 24d, or of violating any condition of an authori-

Contra-  
vention  
annule  
droit  
d'action.

Peine  
pour in-  
fraction.

Violation  
annuls  
right of  
action.

Penalty  
for of-  
fence

conditions d'une autorisation obtenue en vertu dudit article, est passible d'une amende équivalant à deux mois du loyer qui était exigible du locataire avant sa dépossession. (15-16 Geo. VI - ch. 17 - Art. 9, en vigueur le 30 avril 1951 - 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 6)

Prolongation de bail refusée.

**25.** L'administrateur doit refuser la demande de prolongation d'un bail et, dans le cas d'un bail prolongé, permettre l'éviction du locataire et révoquer la prolongation, lorsque l'un quelconque des faits suivants lui est démontré:

a) que le locataire est en retard de plus de trois semaines dans le paiement de son loyer;

b) que le locataire, un membre de sa famille ou quelque autre personne sous son contrôle ou habitant avec lui se comporte sur les lieux loués de façon à molester sérieusement les voisins;

c) que les lieux sont occupés pour des fins immorales ou contraires à quelque loi ou règlement d'ordre public;

d) que le locataire continue d'occuper les lieux plus de trois jours après la date où il devait les quitter, suivant convention avec le locateur écrite et intervenue postérieurement à son bail; (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 7 par. a)

e) que la maison est devenue surhabitée, par suite de l'admission de résidents étrangers à la famille du locataire, au point de présenter de sérieux dangers physiques ou moraux pour les occupants de cette maison;

f) que le locataire a, sans la permission du propriétaire, transformé les lieux loués en une maison de chambres telle que définie par les règlements de la commission;

g) que la maison concernée a été acquise par une corporation municipale, scolaire ou ecclésiastique ou par une institution d'enseignement ou d'hospitalisation et que l'acquéreur veut l'utiliser, et c'est une condition sine qua non,

zation obtained under the said section, is liable, in addition to the costs, to a fine equal to two months of the rent which was exigible from the lessee before his eviction. (15-16 Geo. VI — Ch. 17, Art. 9 in force the 30th of April 1951 — 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 — Art. 6)

**25.** The administrator shall refuse the application for prolongation of a lease and, in the case of a prolonged lease, shall permit the eviction of the lessee and revoke the prolongation, whenever any of the following facts is proved to him:

a. that the lessee is more than three weeks in arrears in the payment of his rent;

b. that the lessee, a member of his family or any other person under his control or living with him behaves on the leased premises in such a way as seriously to molest the neighbours;

c. that the premises are occupied for immoral purposes or contrary to any law or regulation of public order;

d. that the lessee continues in occupation of the premises more than three days after the date when he should have vacated the same pursuant to an agreement in writing made subsequently to his lease; (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 Art. 7 par. a)

e. that the house has become crowded in consequence of the admission of occupants who are not members of the lessee's family, to the point of exposing the occupants of such house to serious physical or moral perils;

f. that the lessee, without the owner's permission, has converted the leased premises into a rooming-house as defined by the regulations of the Commission;

g. that the house concerned has been acquired by a municipal, school or ecclesiastical corporation or by a teaching or hospitalization institution and that the purchaser wants to use same, and it is a sine qua non condition, for public,

Prolongation of lease refused.

pour fins publiques, éducationnelles ou hospitalières. Dans le cas d'un bail prolongé, l'administrateur peut décréter que la révocation de la prolongation du bail ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai qu'il fixe, mais qui ne doit pas être de plus de trente jours, sauf du consentement des parties. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 7 par. b)

Eviction  
pour re-  
tard du  
paiement  
du loyer.

Il est cependant loisible au propriétaire, lorsque, dans le cas d'un bail prolongé, il s'agit d'un retard de plus de trois semaines dans le paiement du loyer, de s'adresser au tribunal compétent pour obtenir l'éviction du locataire, sans être tenu de demander préalablement à l'administrateur la révocation de la prolongation du bail. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 10, en vigueur le 27 novembre 1951)

**25a.** La décision rendue par l'administrateur ou, en cas d'appel, par la commission, permettant l'éviction du locataire et révoquant la prolongation de son bail en vertu de l'article 25, peut être homologuée par jugement de la Cour de magistrat ou d'un magistrat de district siégeant dans le district judiciaire ou est située la maison concernée. Ce jugement est exécutoire quinze jours après sa date, à moins que l'administrateur n'ait accordé, dans le cas du paragraphe g dudit article 25, un délai s'étendant au delà de ces quinze jours, auquel cas le jugement est exécutoire à l'expiration de ce délai.

Ce jugement est rendu sur production d'une copie de la décision de l'administrateur et, le cas échéant, d'une copie de la décision de la commission.

La décision de l'administrateur doit être certifiée par lui ou par son secrétaire ou par l'assistant-administrateur qui l'a rendue et celle de la commission, par un commissaire ou par le secrétaire de la commission. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 8)

educational or hospitalization purposes. In the case of a prolonged lease, the administrator may order that the revocation of the prolongation of the lease shall take effect only at the expiration of a delay which he shall fix, but which must not exceed thirty days, except with the consent of the parties. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 — Art. 7 par. b)

Nevertheless whenever, in the case of a prolonged lease, there is a delay of more than three weeks in the payment of the rent, the owner may apply to the competent court for the eviction of the lessee, without being obliged first to apply to the administrator for revocation of the prolongation of the lease. (15-16 Geo. VI — Ch. 17 Art. 10, in force the 27th of November 1951)

Eviction  
for delay  
to pay  
rent.

**25a.** The decision rendered by the administrator or, in case of appeal, by the Commission, permitting the eviction of the lessee and revoking the prolongation of his lease under section 25, may be homologated by judgment of the Magistrate's Court or of a district magistrate sitting in the judicial district where the house concerned is situated. Such judgment shall be executory fifteen days after its date, unless the administrator has granted, in case of paragraph g of the said section 25, a delay extending beyond such fifteen days, in which case the judgment shall be executory at the expiration of such delay.

Such judgment is rendered on production of a copy of the decision of the administrator and, should there be occasion, of a copy of the Commission's decision.

The administrator's decision must be certified by him or by his secretary or by the assistant-administrator who rendered it, and that of the Commission, by a commissioner or by the secretary of the Commission. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5, Art. 8)

Réduction de loyer.

**26.** Lorsqu'une maison, sans le fait ou la faute du locataire ou d'une personne dont il a la responsabilité, subit une dégradation qui en réduit sérieusement la valeur locative, le locataire, à défaut d'entente avec le locateur, peut s'adresser à l'administrateur local pour obtenir une réduction de loyer et l'administrateur a le pouvoir de lui accorder telle réduction qu'il juge équitable.

Maison menaçant ruine, etc.

**26a.** L'administrateur peut accorder l'annulation d'une prolongation de bail lorsque, par suite de vétusté, de délabrement, d'un événement fortuit ou de force majeure, la maison menace ruine et devient dangereuse pour le public ou les occupants.

Evacuation temporaire.

Il peut aussi permettre au propriétaire qui le désire de faire des réparations à cette maison et à cette fin en ordonner, si nécessaire, l'évacuation temporaire, aux conditions qu'il juge opportun de fixer pour la protection des droits du locataire. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 11, en vigueur le 27 novembre 1951)

Conversion d'habitation.

**27.** Nul ne peut, sans l'autorisation de l'administrateur, convertir en établissement commercial une maison d'habitation.

Réserve.

L'administrateur ne peut permettre qu'une telle conversion soit faite ou entreprise, pendant que la maison est occupée par un locataire en vertu d'un bail ou d'une prolongation de bail en vigueur, mais il peut, avant l'expiration du terme de ce bail ou de cette prolongation, entendre la demande de conversion et l'accorder pour prendre effet à l'expiration de ce terme; dans le cas où il décide d'accorder la demande de conversion, toute demande de prolongation de bail tenante devant lui est réputée rejetée, nonobstant les dispositions du quatrième alinéa de l'article 20.

Cette demande de conversion en établissement industriel ne peut être faite que par le propriétaire. Ladite conversion doit être demandée et faite de

**26.** Whenever a house, without the act or fault of the lessee or of a person for whom he is responsible, suffers any deterioration which seriously reduces its rental value, the lessee, failing agreement with the lessor, may apply to the local administrator for a reduction of rent and the administrator shall have power to grant him such reduction if he deems it equitable.

Reduction of rent.

**26a.** The administrator may annul the prolongation of a lease whenever, through age, disrepair, fortuitous event or irresistible force, the house is in danger of falling and dangerous to the public or occupants.

House in danger of falling, etc.

He may also permit an owner who so desires to make repairs to such house, and for such purpose may, if necessary, order the same to be temporarily vacated, on such conditions as he deems it expedient to fix for the protection of the lessee's rights. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 11, in force the 27th of November 1951)

Temporary eviction.

**27.** No one, without the authorization of the administrator, shall convert a dwelling-house into a commercial establishment.

Conversion of dwelling.

The administrator shall not permit such conversion to be made or undertaken, while the house is occupied by a lessee under a lease or a prolongation of a lease in force, but he may, before the expiration of the term of such lease or of such prolongation, hear the application for conversion and grant it to take effect at the expiration of such term; if he decides to grant the application for conversion every application for prolongation of a lease pending before him shall be deemed rejected, notwithstanding the provisions of the fourth paragraph of section 20.

Reserve.

Such request to convert into an industrial establishment may be made by the owner only. The said conversion must be requested in good faith under

bonne foi sous peine de tous dommages recouvrables devant le tribunal compétent. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 12, en vigueur le 27 novembre 1951 - 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 9)

penalty of damages recoverable before the competent court. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 12, in force the 27th of November 1951 — 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 — Art. 9)

Subdivi-  
sion en  
plusieurs  
logements.

**27a.** Subordonnement à l'application de tous règlements municipaux alors en vigueur et notamment des règlements ayant trait à la construction et à la transformation des immeubles dans la municipalité, l'administrateur peut permettre la subdivision, en plusieurs logements, d'une maison spacieuse occupée par un seul locataire en vertu d'une prolongation de bail, aux conditions qu'il détermine pour la protection des droits du locataire. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 13, en vigueur le 4 décembre 1951 - 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 20)

**27a.** Subject to the application of all municipal by-laws then in force and especially by-laws respecting the construction and alteration of immoveables in the municipality, the administrator may authorize the subdivision into several dwellings, of a large house occupied by a single lessee under a prolongation of a lease, upon such conditions as he may determine for the protection of the lessee's rights. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 13, in force the 4th of December 1951, 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 — Art. 20)

Subdi-  
vision into  
several  
dwellings

Supplé-  
ments,  
etc., pro-  
hibés.

**28.** Il est interdit d'exiger du locataire, directement ou indirectement, un supplément déguisé de loyer sous forme de prime, de commission, de boni, d'amende, de paiement d'argent pour obtention de la clef, d'achat de mobilier à un prix supérieur à sa valeur ou par tout autre subterfuge ayant pour but de masquer une partie de la considération exigée du locataire pour la location d'une maison.

**28.** It is forbidden to exact from the lessee, directly or indirectly, any disguised additional rent in the form of a premium, commission, bonus, penalty, money payment to obtain the key, purchase of furnishings at a price above their value, or by any other subterfuge designed to conceal a part of the consideration exacted from the lessee for the lease of a house.

Premiums,  
etc., pro-  
hibited.

Droit  
d'action.

Le locataire a droit d'action pour le recouvrement de toute somme ainsi payée, sans préjudice de la peine prévue par les règlements de la commission pour telle infraction.

The lessee shall have a right of action to recover any sum so paid, without prejudice to the penalty provided by the regulations of the Commission for such offence.

Right of  
action.

Prescrip-  
tion.

Ce droit d'action se prescrit par deux ans à compter du jour où le locataire a évacué la maison louée.

Such right of action shall be prescribed by two years from the day when the lessee vacated the leased house.

Pre-  
scription.

Vente de  
mobilier.

**28a.** Dans le cas de vente de mobilier par le locateur au locataire comme condition ou à l'occasion d'un bail, le locataire peut, en alléguant sous serment qu'il a lieu de croire que le prix de vente de ce mobilier est exagéré et constitue un subterfuge pour exiger de lui un supplément déguisé de loyer, s'adresser à l'administrateur pour faire évaluer ce

**28a.** In the case of the sale of furnishings by the lessor to the lessee as a condition or at the time of a lease, the lessee, on alleging on oath that he has reason to believe that the sale price of such furnishings is exaggerated and is a subterfuge for exacting from him a disguised additional rent, may apply to the administrator to have such fur-

Sale  
of fur-  
nishings.

meuble; pour les fins de la présente loi, l'évaluation de l'administrateur fait foi de la valeur de ce meuble.

Délai.

Cette demande doit, à peine de nullité, être faite avant le 30 janvier 1952, s'il s'agit d'un bail antérieur au 30 novembre 1951, ou dans les soixante jours qui en suivent la passation, s'il s'agit d'un bail postérieur à cette date.

Droit d'action.

Le locataire a droit d'action contre le locateur pour recouvrer la différence entre la valeur du meuble telle que fixée par l'administrateur et le prix qu'il en a effectivement payé au locateur. Cette action se prescrit par un an. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 14, en vigueur le 30 avril 1951)

Le locataire peut aussi retenir et compenser avec le loyer dû ou à échoir le montant qu'il a droit de recouvrer du locateur en vertu du présent article. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 10)

**28b.** Lorsqu'un locataire est contraint, pour obtenir la location ou la possession d'une maison, de consentir l'achat de meuble d'un locataire précédent, il peut, en alléguant sous serment qu'il a lieu de croire que le prix de vente en est abusif, demander à l'administrateur d'évaluer ce meuble; pour les fins de la présente loi, l'évaluation de l'administrateur fait foi de la valeur de ce meuble.

Cette demande doit, à peine de nullité, être faite dans les soixante jours de la passation du bail.

L'acquéreur du meuble a droit d'action contre le vendeur pour recouvrer l'excédent de valeur du meuble tel qu'établi par l'évaluation de l'administrateur. Cette action se prescrit par un an. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 11)

**28c.** Toute vente de meuble à un locataire par une personne autre que le propriétaire ou un locataire précé-

nishings valued; for the purposes of this act, the administrator's valuation shall avail as proof of the value of such furnishings.

Such application, on pain of nullity, must be made before the thirtieth of January, 1952, in the case of a lease prior to the 30th of November 1951, or within sixty days after the lease is made, in the case of one subsequent to that date.

The lessee has a right of action against the lessor to recover the difference between the value of the furnishings as fixed by the administrator and the price he has effectively paid the lessor for them. Such action is prescribed by one year. (15-16 Geo. VI Ch. 17 Art. 14, in force the 30th of April 1951)

The lessee may also retain, and set off in compensation against the rent due or to become due, the amount which he is entitled to recover from the lessor under this section. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 Art. 10)

**28b.** When a lessee, in order to obtain a lease or possession of a house, is forced to agree to the purchase of furnishings from a preceding lessee, he may, on alleging on oath that he has reason to believe that the sale price thereof is abusive, apply to the administrator to value such furnishings; for the purposes of this act, the administrator's valuation shall be proof of the value of such furnishings.

Such application, on pain of nullity, must be made within sixty days after the lease is made.

The purchaser of the furnishings has a right of action against the seller to recover the excess over the value of the furnishings as established by the administrator's valuation. Such action is prescribed by one year. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 — Art. 11)

**28c.** Any sale of furnishings to a lessee by a person other than the owner or a preceding lessee, as a condition or

Delay.

Right of action.

Dema  
de r  
tion  
loyer

Loye  
fixe.

Dema  
locat

Loca  
prix  
élevé  
proh

dent, comme condition ou en considération de la location d'une maison, ou comme moyen d'obtenir telle location, est illégale et le locataire peut en obtenir l'annulation sur action ordinaire intentée devant le tribunal compétent. Ni l'illégalité de la vente, ni son annulation n'entraînent la nullité ou l'annulation du bail, nonobstant l'article 1080 du Code civil.

Cette action se prescrit par quatre-vingt-dix-jours à compter de la prise de possession, par le locataire, de la maison louée. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 11)

consideration for the lease of a house or as a means of obtaining such lease, is illegal and the lessee may have it annulled upon an ordinary action before the competent Court. Neither the illegality of the sale nor the annulment thereof shall entail the nullity or annulment of the lease, notwithstanding article 1080 of the Civil Code.

Such action is prescribed by ninety days from the taking possession by the lessee of the rented house. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 Art. 11)

Demande de réduction de loyer.

**29.** Tout locataire occupant le premier mai 1951, en vertu d'un bail dont le terme n'est pas expiré et dont le loyer est manifestement abusif, une maison qui n'était pas, lors de la signature de ce bail, soumise au contrôle des loyers décrété par l'autorité fédérale, peut, jusqu'au premier octobre 1951, demander la réduction de ce loyer à l'administrateur et celui-ci a le pouvoir de décréter telle réduction qu'il considère juste et équitable pour les parties concernées.

**29.** Any lessee in occupation, on the 1st of May, 1951, under a lease for a term not yet expired the rent whereof is manifestly abusive, of a house which, when such lease was signed, was not subject to the rental control imposed by federal authority may, until the 1st of October, 1951, apply to the administrator for the reduction of such rent and the administrator is empowered to decree such reduction if he deems it just and equitable to the parties concerned.

Petition to reduce rent.

Loyer fixé.

Le loyer ainsi fixé par l'administrateur est réputé être, à compter du jour de la demande, le loyer stipulé par le bail.

The rent so fixed by the administrator shall be deemed, as from the date of the application, to be the rent stipulated by the lease.

Rent fixed.

Décès du locataire.

**29a.** Un administrateur peut, à défaut d'entente entre les intéressés, accorder à une ou plusieurs personnes de la famille d'un locataire décédé qu'il juge suffisamment solvables, une prolongation de bail en son ou en leur nom, pour le bénéfice de cette famille, de la même manière qu'il pourrait l'accorder au locataire lui-même, s'il n'était décédé. (15-16 Geo. VI — ch. 17. Art. 15, en vigueur le 30 avril 1951)

**29a.** An administrator, failing agreement between the interested parties, may grant to one or more persons of the family of a deceased lessee whom he deems sufficiently solvent, a prolongation of the lease in his or their name, for the benefit of such family, in the same manner as he might have granted it to the lessee himself if the latter had not died. (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 15, in force the 30th of April 1951)

Death of lessee.

Location à prix plus élevé prohibée.

**29b.** Une maison qui a fait l'objet d'une prolongation de bail par un administrateur ou d'une entente entre les parties à la suite d'une demande de prolongation de bail ou de fixation de

**29b.** A house which was the object of a prolongation of lease by an administrator or of an agreement between the parties following an application for a prolongation of lease or for a fixing

Rent for higher price prohibited.

loyer, ou qui a été, après le trente avril 1951, légalement occupée par un locataire en vertu d'un bail consenti, avant ou après cette date, entre le locataire et le propriétaire, ne peut, sans l'autorisation de l'administrateur, après le départ du locataire qui a obtenu cette prolongation, concouru dans cette entente ou consenti ce bail, être louée à un autre locataire pour un prix plus élevé.

Peine  
pour in-  
fraction.

Au cas de violation des dispositions de l'alinéa précédent, le nouveau locataire n'est tenu qu'au paiement du loyer qui était exigible du locataire précédent, à moins que, sur demande du propriétaire, l'administrateur ne juge équitable d'approuver, en totalité ou en partie, l'augmentation de loyer exigée par le propriétaire; dans ce cas, le supplément de loyer approuvé par l'administrateur n'est exigible qu'à compter de la date de cette demande. (15-16 Geo. VI, ch. 17 Art. 15, en vigueur le 30 avril 1951; 1-2 Elizabeth II, Bill No. 5 — Art. 12 par. a)

Le nouveau locataire peut aussi, en tout temps avant l'expiration de son bail, s'adresser à l'administrateur pour faire établir le loyer qu'il est tenu de payer au locateur, en produisant au bureau de l'administrateur une déclaration sous serment, à l'effet qu'il n'a pu se rendre compte lui-même avec certitude du loyer que payait le locataire précédent et qu'il a lieu de soupçonner que le loyer exigé de lui excède celui du locataire précédent. Si l'administrateur ne peut vérifier avec certitude le loyer que payait le locataire précédent, il fixe celui du nouveau locataire comme s'il s'agissait d'une demande ordinaire de fixation de loyer.

S'il est établi que le loyer exigé du nouveau locataire est plus élevé que celui qui était exigible du locataire précédent, il est réduit au même niveau à compter du commencement du bail et le locataire peut retenir la différence indûment payée et la compenser, jusqu'à concurrence, avec le loyer dû ou à échoir, sans préjudice à tout autre recours légal. Si l'administrateur, par

of rent, or which was, after the thirtieth of April, 1951, legally occupied by a lessee under a lease accepted, before or after such date, by the lessee and the owner, may not, without the authorization of the administrator, after the departure of the lessee who obtained such prolongation, concurred in such agreement or accepted such lease, be rented to another lessee for a higher price.

In case of violation of the provisions of the preceding paragraph, the new lessee is bound only to the payment of the rent which was exigible from the preceding lessee, unless, upon application of the owner, the administrator deems it equitable to approve, in whole or in part, the increase of rent exacted by the owner; in such a case, the additional rent approved by the administrator is exigible only as from the date of such application. (15-16 Geo. VI Ch. 17 Art. 15, in force the 30th of April 1951, 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 — Art. 12 par. a)

The new lessee may also, at any time before the expiration of his lease, apply to the administrator to have established the rent which he must pay to the lessor, by filing in the administrator's office a sworn declaration under oath, to the effect that he could not himself ascertain with certainty the rent paid by the preceding lessee and has reason to suspect that the rent exacted from him exceeds that of the preceding lessee. If the administrator cannot verify with certainty the rent paid by the preceding lessee, he shall fix the rent of the new lessee as in the case of an ordinary application to fix rent.

If it is shown that the rent exacted from the new lessee is higher than that which was exigible from the preceding lessee, it shall be reduced to the same level as from the beginning of the lease and the lessee may retain the difference unduly paid and set it off in compensation, pro tanto, against the rent due or to fall due, without prejudice of any other legal recourse. If the administrator, being unable to

Penalty  
for of-  
fence.

suite de son incapacité de vérifier le loyer précédent, fixe un loyer payable par le nouveau locataire, ce loyer court à compter de la demande de vérification de ce dernier. (1-2 Elizabeth II, Bill No. 5 — Art. 12 par. b)

verify the preceding rent, fixes a rent payable by the new lessee, such rent shall run as from the application for verification of the latter. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 Art. 12 par. b)

Appli-  
cation.

Les dispositions du présent article s'appliquent à toutes les maisons qui ont, depuis le premier mai 1951 inclusivement, fait l'objet d'une prolongation de bail, d'une entente ou d'une occupation légale visés par le premier alinéa.

The provisions of this section shall apply to all the houses which, since the first of May, 1951, inclusive, were the object of a prolongation of lease, of an agreement or of a legal occupation contemplated in the first paragraph. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 — Art. 12 par. c)

Applica-  
tion.

(1-2 Elizabeth II, Bill No. 5 — Art. 12 par. c)

Annula-  
tion par  
la Cour.

**30.** Rien dans la présente loi n'empêche une cour de justice compétente d'annuler un bail non expiré, ou prolongé, pour quelque cause d'annulation commune aux contrats ou de le résilier pour une cause prévue par le Code civil, sauf, dans ce dernier cas, que le retard dans le paiement du loyer n'est une cause de résiliation que s'il excède trois semaines, nonobstant l'article 1624 du Code civil.

**30.** Nothing in this act shall prevent a competent Court of justice from annulling an unexpired or prolonged lease for any cause of nullity common to contracts, or from rescinding the same for any cause contemplated by the Civil Code, save that, in the latter case, delay in payment of rent shall not be a ground of rescission unless it exceeds three weeks, notwithstanding article 1624 of the Civil Code.

Annulling  
by Court.

#### *Divers*

#### *Miscellaneous*

Règlemen-  
tation.

**31.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour

**31.** The Lieutenant - Governor in Council may make regulations

Regu-  
lations.

a) décréter toute disposition supplétive, interprétative ou accessoire ayant trait à l'application de la présente loi, ou ayant l'effet de la modifier ou d'en abroger des dispositions;

a. to decree any supplementary, interpretative or accessory provision relating to the application of this act or having the effect of amending or repealing provisions thereof; (15-16 Geo. VI — Ch. 17 Art. 16, par. a, in force the 30th of April 1951)

(15-16 Geo. VI — ch. 17. Art. 16 par. a, en vigueur le 30 avril 1951)

b) déterminer, sous réserve des dispositions des articles 2 à 9, les devoirs, attributions et conditions d'engagement ou de nomination des commissaires, des administrateurs et de leurs employés;

b. to determine, subject to the provisions of sections 2 to 9, the duties, powers and conditions of engagement or of appointment of the commissioners, of the administrators and of their employees;

c) modifier les formalités et délais de procédure prescrits par la présente loi, lorsqu'il le juge à propos pour la protection des droits respectifs des intéressés;

c. to modify the formalities and delays of procedure prescribed by this act whenever he deems it expedient for the protection of the respective rights of interested parties;

d) édicter des peines pour violation des prescriptions de la présente loi;

d. to enact penalties for the violation of the provisions of this act; (15-16 Geo. VI — ch. 17 Art. 16, par. b, in force the 30th of April 1951)

(15-16 Geo. VI — ch. 17, Art. 16 par. b, en vigueur le 30 avril 1951)

e) adopter toute autre mesure qu'il considère susceptible de faciliter l'atteinte des buts visés par la présente loi.

(15-16 Geo. VI — ch. 17. Art. 16 par. c, en vigueur le 30 avril 1951)

Excep-  
tions per-  
mises.

**32.** En outre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire une cité ou une ville aux dispositions de la présente loi. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 13)

Entrée en  
vigueur  
des ré-  
glements.

**33.** Les règlements adoptés en vertu de l'article 31 et les arrêtés en conseil passés en vertu de l'article 32 sont publiés dans la Gazette officielle de Québec et deviennent exécutoires à compter de cette publication ou de toute date ultérieure fixée à cette fin.

Preuve.

Tout règlement et tout arrêté en conseil ainsi publiés sont authentiques et font preuve de leur existence et de leur contenu, et ils sont considérés comme des actes publics dont toute personne est tenue de prendre connaissance.

Restric-  
tion.

**34.** Sous réserve du paragraphe f de l'article 25, les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux maisons de chambres telles que définies par les règlements de la commission ni aux locaux loués pour des fins commerciales ou industrielles. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 17, en vigueur le 30 avril 1951)

Idem.

Elles ne s'appliquent pas non plus aux maisons construites après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Elles ne s'appliquent pas non plus aux cas de maisons louées par un employeur à ses employés, sauf en ce qui concerne la fixation des loyers. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 14)

e. To adopt any other measure which he deems calculated to facilitate the attainment of the purposes contemplated by this act. (15-16 Geo. VI — Ch. 17 Art. 16, par. c, in force the

30th of April 1951)

**32.** The Lieutenant - Governor in Council may also withdraw a city or town from the provisions of this act. (1-2 Elizabeth II, Bill No. 5 Art. 13)

Exceptions  
author-  
ized.

**33.** The regulations made under section 31 and the orders-in-council made under section 32 shall be published in the Quebec Official Gazette and shall become executory from and after such publication or any later date fixed for the purpose.

Coming  
into  
force of  
Regu-  
lations.

All regulations and orders-in-council so published shall be authentic and shall make proof of their existence and contents, and shall be deemed public instruments of which all persons must take notice.

Proof.

**34.** Subject to paragraph f of section 25, the provisions of this act shall not apply to rooming-houses as defined by the regulations of the Commission, or to premises leased for commercial or industrial purposes. (15-16 Geo. VI — Ch. 17, Art. 17, in force the 30th of April 1951)

Restrict-  
ions.

Nor shall they apply to houses constructed after the coming into force of this act.

Idem.

Nor shall they apply to cases of houses rented by an employer to his employees, except as regards the fixing of rents. (1-2 Elizabeth II, Bill No. 5 Art. 14)

**34a.** Lorsqu'un bail se rapporte à la fois à une maison et à un local loué pour des fins commerciales ou industrielles, avec entrées distinctes pour l'un et l'autre et un loyer global pour les deux, le bail peut être prolongé et un loyer fixé quant à la maison, suivant les dispositions de la présente loi. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 15)

**34a.** When a lease applies both to a house and to premises leased for commercial or industrial purposes, with a separate entrance for each and an inclusive rent for both, the lease may be prolonged and a rent fixed for the house, pursuant to the provisions of this act. (1-2 Elizabeth II Bill No. 5 — Art. 15)

Applica-  
tion.

**35.** La présente loi s'applique dans toute cité ou ville, quelle que soit la loi qui la régit ou en vertu de laquelle elle a été constituée.

**35.** This act shall apply in every city or town, whatever be the act governing it or under which it was incorporated.

Appli-  
cation.

Applica-  
tion de  
la loi  
étendue.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il juge que les circonstances le justifient, en étendre l'application à toute autre municipalité ou territoire situés dans un rayon de cinq milles d'une cité ou d'une ville. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 18, en vigueur le 30 avril 1951)

The Lieutenant-Governor in Council, whenever he considers that circumstances so warrant, may extend the application thereof to any other municipality or territory situated within a radius of five miles of a city or town. (15-16 Geo. IV — Ch. 17 Art. 18, in force the 30th of April 1951)

Applica-  
tion of  
the act  
extended.

Buts, etc.  
de la loi.

**36.** L'esprit et les buts de la présente loi sont de rendre justice à tous les intéressés, de favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires et d'assurer un régime de loyers équitable pour le public en général, en tenant compte des circonstances, et elle doit, dans son application, recevoir une interprétation large et s'inspirant de ces principes. (15-16 Geo. VI - ch. 17 Art. 19, en vigueur le 4 décembre 1951)

**36.** The spirit and the purposes of this act are to do justice to all interested parties, to encourage conciliation between them, and to ensure a rental regime equitable to the public in general, having regard to the circumstances, and in its application it shall be interpreted broadly and in keeping with those principles. (15-16 Geo. VI Ch. 17 Art. 19, in force the 4th of December 1951)

Purpose  
etc. of  
Act.

Fonds  
conso-  
lidé.

**37.** Les traitements, salaires et autres dépenses encourues pour l'exécution de la présente loi seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

**37.** The salaries, wages and other expenses incurred for the carrying out of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Conso-  
lidated  
fund.

Entrée en  
vigueur,  
durée, etc.

**38.** La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation et prendra fin le premier mai 1954. (14-15 Geo. VI - ch. 20 - 30 avril 1951 - G. O. p. 1214. 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 - Art. 16)

**38.** This act shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation, and it shall terminate on the first of May, 1954. (14-15 Geo. VI — Ch. 20 the 30th of April 1951 — G.O. p. 1214 — 1-2 Elizabeth II Bill No. 5 Art. 16)

Coming  
into force.  
Duration,  
etc.

*Dispositions supplémentaires de la loi 15-16 Geo. VI, chapitre 17, ne s'incorporant pas au texte de la loi originale*

Nouveau titre

Art. 1. Le titre de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, est remplacé par le suivant:

"Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires".

Effet rétro-actif.

Art. 20. Les dispositions de la présente loi ont leur effet à compter du jour de sa sanction, sauf les suivantes qui ont leur effet à compter des dates respectives ci-après mentionnées:

30 avril 1951: articles 2, 3, 4; paragraphes a et b de l'article 5; article 8; troisième, quatrième, cinquième, et sixième paragraphes de l'article 9, édictant les articles 24c, 24d, 24e et 24f de la loi modifiée; articles 14 et 15; paragraphe a de l'article 16; articles 17 et 18;

29 septembre 1951: article 7; premier paragraphe de l'article 9, édictant l'article 24a de la loi modifiée;

27 novembre 1951: paragraphe c de l'article 5; article 6; deuxième paragraphe de l'article 9, édictant l'article 24b de la loi modifiée; articles 10, 11 et 12.

Loi sanctionnée le 4 décembre 1951.

Art. 21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

*Additional Provisions of the Act 15-16 Geo. VI, Chapter 17, not incorporated in the above codification of the original act*

Art. 1. The title of the act 14-15 George VI, chapter 20, is replaced by the following:

"An Act to promote conciliation between lessees and property-owners"

Title replaced.

Art. 20. The provisions of this act shall have effect as from the day of its sanction, except the following which shall have effect as from the respective dates hereafter mentioned:

30th of April, 1951: sections 2, 3, 4; subparagraphs a and b of section 5; section 8; the third, fourth, fifth and sixth paragraphs of section 9, enacting section 24c, 24d, 24e and 24f of the act amended; sections 14 and 15; paragraph a of section 16; sections 17 and 18;

29th of September, 1951: section 7; the first paragraph of section 9, enacting section 24a of the act amended;

27th of November, 1951: subparagraph c of section 5, section 6; the second paragraph of section 9, enacting section 24b of the act amended; sections 10, 11 and 12.

Retro-active effect.

Art. 21. This act shall come into force on the day of its sanction.

Assented to, 4th of December 1951.

*Dispositions supplémentaires de la loi 1-2 Elizabeth II, Bill No. 5, ne s'incorporant pas au texte de la loi originale*

1. L'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 Georges VI, chapitre 20) et ses amendements est prolongée jusqu'au 30 avril 1954.

17. Sous réserve des droits, pouvoirs, restrictions et recours prévus aux articles 23, 25, 26a et 29b de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, et de ses amendements, tout bail prolongé par un administrateur, ou par la commission, ou par

*Additional Provisions of 1-2 Elizabeth II, Bill No. 5, not incorporated in the above codification of the original Act*

1. The application of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (14-15 George VI, chapter 20) and its amendments is prolonged until the 30th of April, 1954.

17. Subject to the rights, powers, restrictions and recourses contemplated in sections 23, 25, 26a and 29b of the act 14-15 George VI, chapter 20, and its amendments, every lease prolonged by an administrator or by the Commis-

l'effet de l'arrêté numéro 157, du six mars 1952, du Conseil exécutif de la province, ou passé, renouvelé ou prolongé de consentement par suite d'entente entre les parties ou de tacite reconduction, pour une période expirant le ou après le 30 avril 1953 sera, à l'expiration de son terme, prolongé automatiquement, aux mêmes conditions, jusqu'au trente avril 1954, à moins que au plus tard le trente et un mars 1953, s'il s'agit d'un bail expirant le trente avril 1953, et au plus tard trente jours avant son expiration dans les autres cas, le locataire ne fasse une nouvelle demande de prolongation de bail, avec ou sans modification de loyer ou que le locateur ou le locataire ne donne à l'autre partie un avis écrit à l'effet qu'il s'oppose à cette prolongation automatique.

Lorsque cette opposition est formulée par le locateur, le locataire doit, s'il désire obtenir une nouvelle prolongation de bail, en faire la demande à l'administrateur avant le premier avril 1953, si l'opposition du propriétaire lui a été signifiée le ou avant le vingt mars 1953, et dans les dix jours de cette signification, si elle lui a été faite après le vingt mars 1953.

La prolongation d'un bail en vertu du présent article ou en vertu dudit arrêté en conseil numéro 157 n'a pas pour effet d'opérer la tacite reconduction.

Tout bail passé, prolongé ou renouvelé, de quelque manière que ce soit, pour une période expirant le ou après le trente avril 1952, mais avant le trente avril 1953, et continué après son expiration sans opposition de la part du locateur ou du locataire est réputé avoir été prolongé automatiquement par l'effet dudit arrêté en conseil numéro 157 et non par tacite reconduction.

Tout bail passé, prolongé ou renouvelé de quelque manière que ce soit, pour une période expirant le ou après le trente avril 1953 et qui, à son expiration sera continué sans opposition de la part du locateur ou du locataire

sion, or by the effect of order number 157 of the Executive Council of the Province dated March 6th, 1952, or made, renewed or prolonged by consent upon agreement between the parties or by tacit renewal, for a period expiring on or after the thirtieth of April 1953, shall, at the expiration of the term thereof, be automatically prolonged, on the same conditions, to the thirtieth of April, 1954, unless, not later than the thirty-first of March, 1953, if the lease expires on the thirtieth of April 1953, and in other cases not later than thirty days before its expiration, the lessee makes a new application for prolongation of the lease, with or without a change of rent, or unless the lessor or the lessee gives the other party written notice that he objects to such automatic prolongation. (1-2 Elizabeth II Bill C)

When such objection is made by the lessor, the lessee, if he wishes to obtain a new prolongation of his lease, must apply therefor to the administrator before the first of April, 1953, if the owner's objection was served on him on or before the twentieth of March, 1953, and within ten days of such service, if it was made after the twentieth of March, 1953.

The prolongation of a lease under this section or under the said order-in-council number 157 shall not effect tacit renewal.

Every lease made, prolonged or renewed, in any manner whatsoever, for a period expiring on or after the thirtieth of April 1952, but before the thirtieth of April 1953, and continued after its expiration without objection on the part of the lessor or the lessee, is deemed to have been automatically prolonged by the effect of the said order-in-council number 157 and not by tacit renewal.

Every lease made, prolonged or renewed, in any manner whatsoever, for a period expiring on or after the thirtieth of April 1953, and which at its expiration is continued without objection on the part of the lessor or the

sera réputé avoir été prolongé automatiquement en vertu du présent article et non par tacite reconduction.

La prolongation automatique de baux décrétée par le présent article ne s'applique pas dans le cas d'une maison louée par un employeur à son employé ou à une personne qui l'était lors de la passation du bail.

**18.** Dans les cas de baux expirant après le trente avril 1953, les loyers fixés par un administrateur ou par la Commission des loyers en vertu de l'article 29 ou de l'article 29b de ladite loi sont prolongés jusqu'au trente avril 1954 ou jusqu'à la fin de chacun de ces baux respectivement, lorsqu'ils expirent avant cette date, sauf opposition de la part du locateur ou de celle du locataire à cette prolongation automatique, auquel cas l'un ou l'autre peut s'adresser à l'administrateur pour obtenir une nouvelle fixation de loyer, en produisant sa demande et en la faisant signifier à l'autre partie dans les délais stipulés au deuxième alinéa de l'article 17 de la présente loi.

**19.** Toute prolongation de bail résultant de l'arrêté numéro 157, du six mars 1952, du Conseil exécutif de la province, ou de l'article 17 de la présente loi a, à tous égards, les mêmes effets que si elle avait été accordée en dernier ressort, pour la même période, par un administrateur ou par la commission des loyers.

**21.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

lessee, shall be deemed to have been automatically prolonged under this section and not by tacit renewal.

The automatic prolongation of leases enacted by this section shall not apply in the case of a house rented by an employer to his employee or to a person who was his employee when the lease was made.

**18.** In the case of leases expiring after the thirtieth of April, 1953, the rents fixed by an administrator or by the Rental Commission under section 29 or section 29b of the said act are prolonged until the thirtieth of April, 1954 or until the end of each such lease respectively, when they expire before such date, saving objection by the lessor or the lessee to such automatic prolongation, in which case either may apply to the administrator for a new fixing of rent, by producing his application and having it served on the other party within the delays prescribed in the second paragraph of section 17 of this act.

**19.** Every prolongation of a lease resulting from order number 157, of the Executive Council of the Province, dated March 6th, 1952, or from section 17 of this act shall have the same effects, in all respects, as if it had been granted in last resort, for the same period, by an administrator or by the Rental Commission.

**21.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Sanction-  
née le 18  
décembre  
1952.

Assented  
to, the  
18th of  
December  
1952.

ARRETES EN CONSEIL  
EN VIGUEUR

No. 460  
publié le 5 mai 1951

Art. 14. "un locataire ne peut sans le consentement du locateur se désister d'une demande régulièrement formée de prolongation de bail, après l'expiration de ce bail ou du délai pendant lequel il avait le droit de faire sa demande".

Numéro 157  
publié le 8 mars 1952

CONCERNANT la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, 14-15 George VI, chapitre 20, 15-16 George VI, chapitre 17.

ATTENDU qu'en vertu des pouvoirs qui lui sont donnés par l'article 31 de la Loi 14-15 George VI, chapitre 20, le Lieutenant-gouverneur en conseil a adopté des règlements généraux contenus dans les arrêtés en conseil suivants: Nos. 460, 2 mai 1951; N° 774, 25 juillet 1951; N° 965, 5 septembre 1951; N° 1053, 27 septembre 1951; N° 1114, 10 octobre 1951; N° 1139, 17 octobre 1951 et N° 1237, 7 novembre 1951;

ATTENDU QUE plusieurs dispositions de ces règlements étaient de nature provisoire et ont atteint leurs fins, que d'autres ont été incorporées à ladite loi par des amendements adoptés à la dernière session de la législature et que quelques-unes ont été indirectement abrogées par ces amendements;

ATTENDU QUE, pour ces raisons, il y a lieu d'adopter de nouveaux règlements adaptés aux conditions nouvelles et à la présente situation.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:—

QUE le règlement suivant soit adopté:

ORDER-IN-COUNCIL IN FORCE

No. 460  
published May the 5th 1951

Article 14. A lessee may not, without the consent of the lessor, waive an application duly made for prolongation of lease, after the expiration of the said lease or of the delay during which he is entitled to make his application.

No. 157  
Published: March 8th, 1952

CONCERNING the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, 14-15 George VI, chapter 20, 15-16 George VI, chapter 17.

WHEREAS under the powers conferred on him by section 31 of the Act 14-15 George VI, chapter 20, the Lieutenant-Governor in Council made the general regulations contained in the following orders in council: No. 460, May 2, 1951; No. 774, July 25, 1951; No. 965, September 5, 1951; No. 1053, September 27, 1951; No. 1114, October 10, 1951; No. 1139, October 17, 1951 and No. 1237, November 7, 1951;

WHEREAS many provisions of the said regulations were of a provisional nature and have attained their purpose, others were incorporated in the said Act by amendments made at the last session of the Legislature and some have been indirectly repealed by the said amendments;

WHEREAS, for such reasons, it is expedient to make new regulations adopted to new conditions and to the present situation.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Prime Minister.

THAT the following regulation be adopted:

1. Dans le présent règlement, le mot "loi" désigne la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, 14-15 George VI, chapitre 20, 15-16 George VI, chapitre 17.

2. Tout administrateur doit communiquer sans délai chacune de ses décisions à toute partie intéressée lorsqu'une telle décision est rendue, au moyen d'un avis adressé, par poste recommandée, à la dernière adresse fournie à l'administrateur par cette partie.

Cet avis peut être signé et expédié par l'administrateur, son secrétaire ou toute autre personne à son service qu'il a autorisée à ce faire.

Une copie de cet avis, certifiée par l'administrateur, ou par son secrétaire, ou par la personne autorisée qui l'a signée et expédiée, accompagnée d'un certificat de recommandation postale, fait preuve *prima facie* de son envoi au destinataire.

3. Le délai d'appel prévu par l'article 14 de la loi court à compter de la mise à la poste de cet avis.

Ce délai est porté à quinze jours quant aux décisions rendues au cours des mois de mai et de juin.

4. Le délai de quinze jours et celui de dix jours fixés respectivement par le premier et le troisième alinéas de l'article 15 de la loi, relativement aux décisions de la Commission des loyers, sont portés à trente jours quant aux appels logés durant les mois d'octobre et de novembre.

5. La communication que le secrétaire donne aux parties de la décision de la commission en vertu du troisième alinéa de l'article 15 de la loi, se fait par avis adressé, par poste recommandée, à la dernière adresse fournie par chaque partie respectivement à l'administrateur ou à la commission.

1. In the present regulation, the word "Act" means the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, 14-15 George VI, chapter 20, 15-16 George VI, chapter 17.

2. Every administrator shall communicate without delay his decision, to any interested party when such decision has been rendered, by means of a notice forwarded by registered mail, to the last address given to the administrator by the said party.

Such notice may be signed and forwarded by the administrator, his secretary or by any other person in his employ authorized by him.

A copy of this notice, certified by the administrator, or by his secretary, or by the person authorized by him to sign and forward it, accompanied by a registered mail receipt, constitutes *prima facie* proof of its having been sent to the addressee.

3. The delay of the appeal provided by section 14 of the Act runs as from the mailing of the said notice.

This delay is extended to fifteen days as regards decisions rendered during the months of May and June.

4. The delay of fifteen days and that of ten days fixed respectively by the first and third paragraphs of section 15 of the Act, respecting decisions of the Rental Commission, are extended to thirty days as regards appeals lodged during the months of October and November.

5. The communication which the secretary gives to the parties of the decision of the Commission, under the third paragraph of section 15 of the Act, shall be given in a notice forwarded, by registered mail, to the last address given by each party respectively to the administrator or to the commission.

Le secrétaire est dispensé de faire cette communication à toute partie présente quand la décision est rendue.

La décision de la commission dans le cas du premier alinéa de l'article 15 de la loi doit également être communiquée, de la même manière, à toute partie non présente lors de la reddition de cette décision.

6. Le droit d'appel d'une partie n'est pas affecté par l'omission de l'administrateur de transmettre le dossier au secrétaire de la commission dans le délai de trois jours fixé, pour ce faire, par l'article 15 de la loi.

7. Lorsqu'en vertu du premier alinéa de l'article 20 de la loi un locataire demande la prolongation d'un bail dont le terme est de moins d'un mois, un avis de trois jours francs de cette demande au propriétaire est suffisant.

8. La décision finale rendue par les administrateurs, ou par la commission en cas d'appel, dans une instance de prolongation de bail et de fixation de loyer, lie les parties.

9. Avec l'autorisation préalable de l'administrateur, un locataire peut, même pendant la période visée par l'article 21 de la loi, être expulsé de la maison qu'il occupe, si l'un des faits énumérés à l'article 25 de la loi se produit au cours de cette période.

Toutefois, l'autorisation préalable de l'administrateur n'est pas requise dans le cas du paragraphe "a" dudit article 25.

10. L'augmentation ou la réduction de loyer que l'administrateur peut accorder aux termes de l'article 21 de la loi commence à courir de l'expiration du bail ou, s'il a déjà été prolongé, de l'expiration de la prolongation précédente, sauf la disposition qui suit:

The secretary is dispensed from sending the said communication to any party present at the time of the rendering of the decision.

The decision of the commission in the case of the first paragraph of section 15 shall also be communicated, in the same manner, to any party not present when the said decision was rendered.

6. The right of appeal of a party is not affected by failure on the part of the administrator to forward the record to the secretary of the commission within the delay of three days fixed for so doing, by section 15 of the Act.

7. When, under the first paragraph of section 20 of the Act, a lessee applies for the prolongation of a lease the term of which is less than one month, a notice of three clear days of the said application to the owner is sufficient.

8. The final decision rendered by the administrators, or by the Commission in the case of appeal, as regards the prolongation of a lease and the fixing of rent, binds the parties.

9. With the previous authorization of the administrator, a lessee may even during the period set forth in section 21 of the Act, be evicted from the house he occupies, if any of the facts enumerated in section 25 of the Act occur during the said period.

However, the previous authorization of the administrator is not required in the case of paragraph "a" of said section 25.

10. The increase or the reduction of rent which the administrator may grant under the terms of section 21 of the Act becomes effective as from the expiration of the lease, or if same has already been prolonged, from the expiration of the preceding prolongation, with the exception of the following provision:

Dans aucun cas, cependant, cette augmentation ou cette réduction de loyer ne peuvent être accordées rétroactivement au delà du premier août 1951.

**11.** Les parties sont libres de prolonger un bail ou de le renouveler pour toute période dont elles conviennent.

**12.** Un administrateur n'a juridiction dans aucun autre cas que ceux de l'article 29 de la loi pour intervenir dans un bail en cours.

**13.** Lorsqu'en raison du grand nombre d'appels ou de quelque autre circonstance, la Commission des loyers juge que les délais fixés par l'article 15 de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires sont insuffisants pour lui permettre d'étudier comme il convient et de décider dans ces délais tous les appels pendants, elle peut le faire avec la même validité, après l'expiration de ces délais, en y mettant toute la diligence possible.

**14.** Nonobstant l'article 20 de ladite loi, la demande de prolongation d'un bail dont le terme est de neuf mois ou plus doit être produite au bureau de l'administrateur au moins 30 jours francs avant son expiration et avis doit en être donné au propriétaire dans le même délai, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de cet article, ajoutées par l'article 5 de la Loi 15-16 George VI, chapitre 17.

**15.** Sous réserve des droits, pouvoirs, restrictions et recours prévus aux articles 23, 25 et 26a de ladite loi, tout bail prolongé par un administrateur ou par la Commission, ou renouvelé ou prolongé de consentement par suite d'entente entre les parties, pour une période expirant le ou après le 30 avril 1952, sera, à l'expiration de son terme, prolongé automatiquement, aux mêmes conditions, jusqu'au 30 avril 1953, à moins que, au plus tard le 31 mars 1952,

In no case, however, shall this increase or reduction of rent be granted retroactive from before the first of August 1951.

**11.** The parties are free to prolong a lease or to renew it for any period upon which they may agree.

**12.** An administrator has no jurisdiction in any other case except those set forth in section 29 of the Act, to intervene in current lease.

**13.** When, due to the great number of appeals or of any other circumstance, the Rental Commission deems that the delays fixed by section 15 of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners are not sufficient to permit it to properly study and decide, within the said delays, any appeals pending, it may do so, with the same validity, after the expiration of the said delays, with all possible dispatch.

**14.** Notwithstanding section 20 of the said Act, the application for the prolongation of a lease of a term of nine months or more shall be filed at the office of the administrator at least thirty clear days before its expiration and notice must be given to the owner within the same delay, under reserve of the provisions of the second paragraph of the said section, added by section 5 of the Act 15-16 George VI, chapter 17.

**15.** Under reserve of the rights, powers, restrictions and recourse provided in sections 23, 25 and 26a of the said Act, any lease prolonged by an administrator or by the Commission, or renewed or prolonged by mutual consent and agreement between the parties, for a period expiring on or after the 30th of April, 1952, will, at the expiration of its term, be automatically prolonged, under the same conditions, until the 30th of April, 1953, unless

Cf arrêté  
en conseil  
no 315  
art. A.

Cf order  
in Council  
No. 315  
Art. A

le locataire ne fasse une nouvelle demande de prolongation de bail avec ou sans modification du loyer, ou que le propriétaire ou le locataire ne donne à l'autre partie un avis écrit à l'effet qu'il s'oppose à ce que cette prolongation automatique ait lieu.

that, at the latest the 31st of March, 1952, the lessee makes a further application for the prolongation of the lease with or without modification of rental, or that the property-owner or the lessee gives the other party a written notice to the effect that he does not agree to the said automatic prolongation.

Cf arrêté  
en conseil  
no 315  
art. B.

Lorsque cette opposition est formulée par le propriétaire, le locataire doit, s'il désire obtenir une nouvelle prolongation de bail, en faire la demande à l'administrateur avant le 1er avril 1952, si l'opposition du propriétaire lui a été signifiée le ou avant le 20 mars 1952, et dans les dix jours de cette signification, si elle lui a été faite après le 20 mars 1952.

When the said opposition has been formulated by the property-owner, the lessee shall, if he desires to obtain a new prolongation of lease, apply for same to the administrator before the 1st of April, 1952, if the opposition of the owner was served to him on or before the 20th of March, 1952, and within ten days after this service, if it was made after the 20th of March, 1952.

Cf. Order  
in Council  
No. 315  
Art. B

Cf arrêté  
en conseil  
No 228.

La signification de cette demande au propriétaire doit être faite dans les mêmes délais, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article 20 de ladite loi.

The service of this application to the owner must be made within the same delays, under reserve of the provisions of the second paragraph of section 20 of the said Act.

Cf. Order  
in Council  
No. 228.

**16.** Tout propriétaire qui désire obtenir l'homologation d'une décision définitive d'un administrateur ou de la Commission des loyers, conformément à l'article 24c de ladite loi, doit donner au locataire un avis écrit d'au moins trois jours francs de la date, de l'heure et du lieu où il soumettra sa demande au magistrat de district ou à la Cour de magistrat.

**16.** Any owner who desires to obtain a homologation of a final decision of an administrator or of the Rental Commission, in conformity with section 24c of the said Act, must give the lessee a written notice of at least three clear days of the date, the hour and place where he will submit his application to the district magistrate or at the Magistrate's Court.

L'original ou un duplicata de cet avis doit être produit et la preuve de sa signification faite devant la cour ou le magistrat saisi de la demande.

The original or a duplicate of the said notice must be produced and proof of its service made before the Court or the Magistrate to whom the application has been made.

Aucune autre procédure n'est requise pour les fins de cette homologation.

No other procedure is required for the purpose of this homologation.

**17.** Tout avis prescrit par la loi ou par les règlements adoptés sous son empire doit s'entendre d'un avis écrit, donné après l'entrée en vigueur de la loi, ou, selon le cas, du règlement qui le prescrit.

**17.** Any notice prescribed by the Act or by the regulations adopted under its authority is understood to be a written notice, given after the coming into force of the Act, or, as the case may be, of the regulation prescribing it.

18. L'article 25 du Règlement N° 1, adopté par l'arrêté en conseil numéro 460, le 2 mai 1951, est abrogé.

19. Les règlements édictés par les arrêtés en conseil numéros 460, du 2 mai 1951, 774, du 25 juillet 1951; 965, du 5 septembre 1951; 1053, du 27 septembre 1951; 1114, du 10 octobre 1951; 1139, du 17 octobre 1951 et 1237, du 7 novembre 1951; sont en conséquence modifiés ou abrogés, suivant le cas.

20. Le présent règlement entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Numéro 228

publié le 22 mars 1952

CONCERNANT la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20 et 15-16 George VI, chapitre 17).

ATTENDU que les statuts 14-15 Geo. VI, chap. 20 et 15-16 Geo. VI, chap. 17 donnent au Lieutenant-gouverneur-en-conseil des pouvoirs de réglementation concernant les locataires et propriétaires;

ATTENDU que le Lieutenant-gouverneur en conseil a décrété certains règlements par l'ordre en conseil N° 157, du 6 mars 1952;

ATTENDU qu'il convient de modifier l'article 15 des dits règlements de la façon suivante:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE l'article 15 des règlements adoptés par le Lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'ordre en conseil N° 157, du 6 mars 1952, soit modifié en ajoutant, après le deuxième alinéa, l'alinéa suivant:

18. Section 25 of Regulation No. 1, adopted by the order in council No. 460, of May 2, 1951, is repealed.

19. The regulations enacted by Orders in council Nos: 460, May 2, 1951; 774, July 25, 1951; 965, September 5, 1951; 1053, September 27, 1951; 1114, October 10, 1951; 1139, October 17, 1951 and 1237, of November 7, 1951, are consequently amended or repealed, as the case may be.

20. The present regulation will come into force as from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

No. 228

Published: March 22nd, 1952

CONCERNING the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, (14-15 George VI, chapter 20 and 15-16 George VI, chapter 17).

WHEREAS the Statutes 14-15 George VI, chapter 20 and 15-16 George VI, chapter 17 confer on the Lieutenant-Governor in Council the power to make regulations concerning lessees and property-owners;

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council has decreed certain regulations by the Order in Council No. 157, of the 6th of March, 1952;

WHEREAS it is expedient to amend section 15 of the said regulations in the following manner;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT section 15 of the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council, in virtue of the Order in Council No. 157, of the 6th of March, 1952, be amended by adding, after the second paragraph, the following paragraph:

“Si cependant le locataire avait déjà fait, le ou avant le 8 mars 1952, une demande de prolongation de bail pour une période subséquente au 30 avril 1952, cette demande suffit pour les fins de l’alinéa précédent et le locataire n’est pas tenu de la renouveler à la suite de l’opposition du propriétaire à la prolongation du bail.”

QUE la présente modification réglementaire soit publiée dans la *Gazette officielle de Québec* et devienne exécutoire à compter de sa publication.

Numéro 315  
publié le 29 mars 1952

CONCERNANT la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, ch. 20 et 15-16 George VI, ch. 17).

ATTENDU QU’en vertu des articles 31 et 36 du chapitre 20, 14-15 George VI, il est décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

“a) décréter toute disposition supplétive, interprétative ou accessoire ayant trait à l’application de la présente loi;

c) modifier les formalités et délais de procédure prescrits par la présente loi, lorsqu’il le juge à propos pour la protection des droits respectifs des intéressés;

d) adopter toute autre mesure qu’il considère susceptible de faciliter l’atteinte des buts visés par la présente loi;

Et de plus :

“36. L’esprit et les buts de la présente loi sont de rendre justice à tous les intéressés et d’assurer un régime de loyers équitable pour le public en général, en tenant compte des circonstances, et elle doit, dans son application, recevoir une interprétation large et s’inspirant de ces principes.”

“If, however, the lessee has already made, on or before the 8th of March, 1952, an application for the prolongation of his lease for a term subsequent to the 30th of April, 1952, this application suffices for the purposes of the preceding paragraph and the lessee is not obliged to renew it following the opposition of the property-owner to the prolongation of the lease.”

THAT the present statutory amendment be published in the *Quebec Official Gazette* and becomes executory as from its publication.

No. 315  
Published: March 29th, 1952

RESPECTING the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, (14-15 George VI, chap. 20 and 15-16 George VI, chap. 17).

WHEREAS in virtue of sections 31 and 36 of chapter 20, 14-15 George VI, it is enacted that the Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

“a. to decree any supplementary, interpretative or accessory provision relating to the application of this act;

c. to modify the formalities and delays of procedure prescribed by this act whenever he deems it expedient for the protection of the respective rights of interested parties;

d. to adopt any other measure which he deems calculated to facilitate the attainment of the purposes contemplated by this act.

And moreover:

“36. The spirit and the purposes of this act are to do justice to all interested parties and to ensure a rental regime equitable to the public in general, having regard to the circumstances, and in its application it shall be interpreted broadly and in keeping with those principles.”

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier certains règlements actuellement en force;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE soient adoptés les nouvelles modifications et les nouveaux amendements ci-après:

A) Nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires inconciliables, la demande de prolongation doit être produite au bureau de l'administrateur des loyers au moins quinze jours francs avant l'expiration du bail dans le cas d'un bail de neuf mois ou plus, et au moins huit jours francs avant l'expiration du bail si le bail est de moins de neuf mois. Cependant, dans le cas des baux de moins d'un mois, le délai reste fixé à trois jours francs.

Dans tous les cas, avis de la demande de prolongation doit être donné au propriétaire dans le même délai, sous réserve cependant des pouvoirs des administrateurs ou assistants-administrateurs, à ce sujet.

B) Lorsque le propriétaire a formulé légalement son opposition à la prolongation du bail, le locataire doit, s'il désire obtenir la prolongation de ce bail, en faire la demande à l'administrateur avant le 16 avril 1952.

QUE les présentes modifications réglementaires soient publiées dans la *Gazette officielle de Québec* et deviennent exécutoires à compter de leur publication.

WHEREAS it is expedient to modify certain regulations actually in force:

THEREFORE IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the following new modifications and new amendments be adopted:

A) Notwithstanding all incompatible legislative or statutory provisions, the application for prolongation must be filed in the office of the rental administrator at least fifteen clear days before the expiration of the lease in the case of a lease of nine months or more, and of at least eight clear days before the expiration of the lease if the lease is less than nine months. However, in the case of leases of less than one month, the delay remains fixed at three clear days.

In all cases, notice of application for prolongation must be given to the property-owner within the same delay, under reserve, however, of the powers of the administrator or assistant administrators in this regard.

B) When the property-owner has legally formulated his opposition to the prolongation of the lease, the lessee must, if he desires to obtain the prolongation of the said lease, make application for same to the administrator before the 16th of April 1952.

THAT the present statutory modifications be published in the *Quebec Official Gazette* and become executory as from their publication.

REGLEMENT DE LA COMMISSION  
DES LOYERS

Numéro 1

CONCERNANT la définition de "maison de chambres", publié le 1er septembre 1951.

A une assemblée tenue le 28ième jour d'août 1951, à Montréal, à 11 heures a.m., au bureau de La Commission des Loyers, au nouveau Palais de Justice, 100 Est, rue Notre-Dame, à laquelle sont présents: Le Juge André Régnier, président, Mtres J.-M. Savignac, N.P., Commissaire, A. John O'Meara, C.R., Commissaire, représentant tous les membres de la Commission.

Sur proposition de Mtre A. John O'Meara, C.R., il est unanimement résolu que le règlement suivant, concernant la définition de "maison de chambres" soit et il est par les présentes adopté, à savoir:

"Attendu que l'article 11 de la Loi concernant la Régie des Loyers, 14-15 George VI, Chapitre 20, édicte que la Commission des Loyers peut, par règlement, déterminer ce qui constitue une maison de chambres au sens du paragraphe (f) de l'article 25 et de l'article 34 de la dite loi;

Attendu qu'il est opportun de déterminer ce qui, au sens du paragraphe (f) de l'article 25 et de l'article 34 de la dite loi, constitue une maison de chambre;

La commission des Loyers, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par cette loi, ordonne et décrète;

Règlement N° 1, aux fins de déterminer ce qui constitue une maison de chambres:

1° Pour les fins de la loi 14-15 George VI, Ch. 20, concernant la Régie des Loyers, les mots "maison de chambres" signifient et s'appliquent à tout local communément appelé logis, logement ou appartement, que le locataire trans-

REGULATION OF THE RENTAL  
COMMISSION

No. 1

CONCERNING the definition of "Rooming-House", published 1st September 1951.

At a meeting held on the 28th day of August, 1951, at Montreal, at 11 o'clock a.m., at the office of the rental Commission, at the New Court House, 100 Notre-Dame Street East, at which are present: Judge André Régnier, President, Mtres J. M. Savignac, N.P., Commissioner, A. John O'Meara K.C., Commissioner, representing all the members of the Commission.

It was moved by Mtre A. John O'Meara, K.C. and unanimously resolved, that the following regulation concerning the definition of "rooming-house" be and it is hereby adopted, to wit:

Whereas section 11 of the Act, concerning the regulation of rentals, 14-15 George VI, Chapter 20, enacts that the Rental Commission, may, by regulation, determine what shall constitute a "rooming-house", within the meaning of paragraph (f) of section 25 and of section 34 of the said Act;

Whereas it is expedient to determine what, within the meaning of paragraph (f) of section 25 and of section 34 of the said Act, shall constitute a rooming-house;

The Rental Commission, acting in virtue of the powers conferred to it by the said Act, ordains and enacts:

Regulation No. 1 for the purpose of determining what constitutes a rooming-house:

1. For the purposes of the Act 14-15 George VI, Chapter 20, concerning the Regulation of Rentals, the words "rooming-house" signify and apply to any place commonly called dwelling, lodging or apartment, which the tenant

forme en exploitation commerciale de sous-location de chambres ou pièces pour les fins de logement ou d'habitation;

2° Sous réserve de l'article 2 du règlement N° 1 adopté en vertu de la dite loi, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 2 mai, 1951, et sans restreindre la portée de l'alinéa précédent, les mots "maison de chambres", au sens du paragraphe (f) de l'article 25 et de l'article 34 de la dite loi, signifient et s'appliquent à tout local communément appelé logis, logement ou appartement dans lequel plus de deux pièces sont habitées par des personnes autres que celles d'une même famille.

3° Le présent règlement entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Président  
de la Commission des Loyers,  
ANDRE REGNIER.

transforms into a commercial exploitation of subletting rooms or places for lodging and dwelling purposes.

2. Under reserve of section 2 of regulation No. 1 adopted in virtue of the said Act, by the Lieutenant-Governor in Council, on May 2, 1951, and without restricting the bearing of the preceding paragraph, the words "rooming-house" within the meaning of paragraph (f) of section 25 and of section 34 of the said Act, signify and apply to any place commonly called dwelling, lodging or apartment, in which more than two places are inhabited by other persons than those of one same family.

3. The present regulation shall come into force from and after the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

ANDRE REGNIER,  
President of the Rental Commission.

